

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1079<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Jeudi 14 décembre 1961,  
à 20 h 30

NEW YORK

## SOMMAIRE

Page

Points 90 et 91 de l'ordre du jour:

Question de la représentation de la Chine à  
l'Organisation des Nations Unies (suite) . . .  
Rétablissement des droits légitimes de la  
République populaire de Chine à l'Organi-  
sation des Nations Unies (suite) . . . . . 1133

**Président:** M. Mongi SLIM (Tunisie).

## POINTS 90 ET 91 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la représentation de la Chine à l'Organisation  
des Nations Unies (suite\*)

Rétablissement des droits légitimes de la République  
populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies  
(suite\*)

1. M. GODBER (Royaume-Uni) [traduit de l'anglais]:  
Nous approchons maintenant de la fin d'un débat qui  
a été assez approfondi sur la question en discussion  
et je n'ai pas l'intention de retenir longuement l'As-  
semblée par les observations que j'ai à faire sur  
cette question.

2. Pendant plusieurs années, le Gouvernement du  
Royaume-Uni a estimé que la question de la repré-  
sentation de la Chine à l'Organisation des Nations  
Unies suscitait à l'Assemblée de si vives diver-  
gences de vues qu'elle ne pouvait faire l'objet d'un  
débat utile et même que ce débat risquait d'être  
nuisible. C'est pourquoi ma délégation, de même que  
la majorité des membres de l'Assemblée générale,  
s'est déclarée favorable à un moratoire pendant cette  
période. Nous n'avons pas à nous en excuser. Certes,  
la méthode du moratoire n'a pas contribué à ré-  
soudre la question de la représentation de la Chine,  
mais elle a permis pendant un certain temps d'éviter  
d'inutiles dissensions et d'aigres propos sur une  
question qu'aucun débat, si approfondi fût-il, n'aurait  
pu résoudre.

3. Cependant, mon gouvernement ne pense pas qu'une  
procédure utile et même souhaitable au moment où  
elle a été instaurée reste nécessairement utile et  
souhaitable à jamais. C'est pourquoi, au cours de  
l'année écoulée, nous avons beaucoup réfléchi, ainsi  
que de nombreux autres membres de l'Assemblée,  
à la façon dont nous pourrions maintenant aborder  
la question particulièrement délicate de la repré-  
sentation de la Chine.

4. Jusqu'ici, le moratoire avait eu pour effet de  
maintenir la question dans un état d'immobilisme.  
Cette année, l'Assemblée a décidé d'inscrire et de

discuter les deux questions qui sont maintenant à  
notre ordre du jour. Cette décision représente un fait  
nouveau d'importance considérable. Le projet de ré-  
solution des cinq puissances dont nous sommes main-  
tenant saisis [A/L.372] reflète cette décision. Il  
n'exclut pas une discussion ou une mise aux voix  
de la question en cause. Il se borne à proposer que  
toute décision tendant à modifier la représentation de  
la Chine soit prise à la majorité des deux tiers.

5. Cette proposition se fonde sur le fait que la ques-  
tion de la représentation de la Chine à l'Organisation  
des Nations Unies est une question importante. Qui-  
conque a suivi l'évolution de cette question au cours  
de la dernière décennie, à l'Assemblée ou ailleurs,  
ne pourra contester qu'il s'agit bien là d'une question  
importante. Les porte-parole de l'Union soviétique ont  
dit, dans le passé, que cette question était "capitale  
et l'une des plus urgentes" qui se posent à l'Assem-  
blée générale et aussi, en une autre occasion, qu'elle  
exerçait "une influence profonde sur le destin de  
l'Organisation des Nations Unies elle-même".  
M. Khrouchtchev, prenant la parole devant l'Assem-  
blée à sa quinzième session, a déclaré lui-même qu'il  
s'agissait d'une question "importante et urgente".  
Si, cette année, le représentant de l'Union soviétique  
a évité soigneusement — c'est à dessein que je me  
sers de ce terme — d'employer l'expression "question  
importante", il ne nous en a pas moins fourni des  
arguments décisifs qui permettent de considérer pré-  
cisément que cette question est importante. Dans son  
discours tendancieux du 1er décembre, le repré-  
sentant de l'Union soviétique a déclaré que la question  
de la représentation de la République populaire de  
Chine "est une question vitale, vue sous l'angle de  
la lutte pour la consolidation de la paix, pour la nor-  
malisation de la situation internationale et au point  
de vue de la situation à l'Organisation elle-même"  
[1068<sup>e</sup> séance, par. 22]. En écoutant les décla-  
rations de représentants des autres délégations, on  
a pu constater aussi sans aucun doute que de tous  
côtés l'on considère que cette question est d'import-  
ance capitale. Il est donc raisonnable qu'elle  
soit traitée comme l'exige la procédure touchant  
l'adoption par l'Assemblée de décisions relatives à  
des questions importantes.

6. Le Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni  
tient à préciser qu'en donnant son appui à ce projet  
de résolution il ne cherche pas — je dis bien qu'il  
ne cherche pas — à trouver un moyen nouveau d'écar-  
ter cet important problème. Le Gouvernement de  
Sa Majesté n'a pas l'intention de refuser à la Répu-  
blique populaire de Chine un siège à l'Organisation  
des Nations Unies. Au contraire, comme le Secrétaire  
d'Etat, lord Home, l'a déclaré devant le Parlement  
britannique en février dernier, nous pensons qu'une  
appréciation objective des réalités de la vie interna-  
tionale rend nécessaire la présence de la République  
populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

\*Reprise des débats de la 1077<sup>e</sup> séance.

7. Le Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni estime que les Nations Unies doivent chercher à trouver à la question de la représentation de la Chine une solution qui soit acceptable pour la grande majorité des Etats Membres et aussi équitable pour toutes les parties intéressées que les circonstances le permettent.

8. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: A la présente session de l'Assemblée générale, les Etats-Unis se sont déclarés en faveur d'un débat complet et sans restriction sur la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. Au cours des deux dernières semaines, c'est à ce débat que nous avons assisté et nous n'avons pas entendu moins de 50 orateurs.

9. A diverses reprises, nous avons entendu une fois de plus des tirades idéologiques vieilles et usées. On a récrit l'histoire dans les déclarations de ce genre et c'est ainsi qu'on nous a dit que c'était la Corée du Sud qui avait attaqué la Corée du Nord en ce dimanche d'infamie de juin 1950. En outre, quelques-uns des discours que nous avons entendus ont été truffés d'inexactitudes fondées sur des sophismes ou sans aucun rapport avec les faits. Je ne céderai pas à la tentation de prouver point par point leur caractère fallacieux.

10. Il faut pourtant que je réponde brièvement à une insinuation reprise par plusieurs orateurs et selon laquelle la véritable raison de l'opposition des Etats-Unis à une modification de la représentation de la Chine serait que nous n'aimons pas le "système social" du régime de Pékin. Il s'agit là, évidemment, d'une manœuvre de diversion. Nul n'ignore que nous entretenons des relations normales avec un certain nombre d'Etats communistes. Nous n'avons pas fait opposition à l'entrée à l'Assemblée, récemment, d'un autre pays communiste. Au cours des dernières semaines, le Président des Etats-Unis a dit sans équivoque que nous ne faisons aucune objection contre un régime communiste si tel était le régime que le peuple d'un certain pays veut se donner.

11. Non, là n'est pas la question. On ne peut non plus prétendre que nous confondions 1961 et 1945 ou 1949. Au contraire, nous croyons qu'on peut être sauvé du péché et nous sommes d'avis d'oublier le passé.

12. Cependant, si grandes que soient notre bonne volonté, notre tolérance, notre générosité ou notre propension à prendre nos désirs pour des réalités, elles ne peuvent nous empêcher de voir telle qu'elle est la réalité de 1961. Or, on nous demande de recevoir en qualité de membre de l'Assemblée un régime qui prend pour règle la loi du canon — non la loi de la raison, de la négociation ou de l'action conjointe — mais la loi du canon.

13. Si généreux que soient nos sentiments, ils ne peuvent masquer le fait que le projet de résolution de l'Union soviétique [A/L.360] donnerait au régime de Pékin carte blanche pour recourir à l'emploi de la force armée contre un Membre qui siège à l'Assemblée. On peut difficilement accuser le représentant de l'Union soviétique d'avoir laissé ce point dans le doute. Dans la première déclaration qu'il a faite au cours de ce débat, il a énoncé clairement le prétendu "droit" de Pékin — je reprends ses propres termes — de "mener jusqu'au bout la liquidation" de la République de Chine à Taïwan "par l'emploi de la force armée". "C'est, a-t-il dit, son

affaire et non celle de quiconque d'autre." [1068ème séance, par. 55.]

14. L'Assemblée générale a consacré bien des heures d'angoisse à son devoir et à sa volonté d'empêcher le recours à la force, et nous devons maintenant nous prononcer sur cette étonnante demande de sanctionner l'emploi de la force.

15. Et certains voudraient nous faire croire qu'il ne s'agit pas là véritablement d'une question importante, mais d'une simple question d'affaires courantes portant sur un point de procédure et devant faire l'objet d'une décision sans conséquence!

16. L'Article 18 de la Charte, qui traite de la question importante qui nous occupe, n'exprime pas une notion juridique étroite. Dans leur sagesse, les auteurs de la Charte ont laissé à l'Assemblée le soin de déterminer — en se fondant sur des considérations politiques d'ordre général — ce qui est ou n'est pas une question importante. C'est précisément ce que l'Assemblée a fait à maintes reprises. La procédure en cause ne présente pas un caractère exceptionnel. C'est ainsi que, encore le 27 octobre 1961 [1043ème séance], l'Assemblée a décidé par un vote qu'une résolution relative au rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes présentait une importance suffisante pour qu'elle ne fût adoptée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Cette procédure était parfaitement conforme au règlement intérieur de l'Assemblée et à l'Article 18 de la Charte.

17. On s'est efforcé aussi d'obscurcir le débat en affirmant que l'Assemblée générale avait créé un précédent, pour la question dont nous sommes saisis, lorsqu'elle avait accepté les pouvoirs des représentants du Congo (Léopoldville) en novembre 1960. On a même déclaré que la résolution avait été adoptée à la majorité simple.

18. En fait, cette résolution a été adoptée à une majorité supérieure aux deux tiers. Toutefois, là n'est pas le point principal. Le point principal est qu'il n'y a aucune analogie entre la présentation de pouvoirs par le chef d'Etat incontesté d'une nation nouvelle qui vient d'être admise à l'Organisation et la proposition dont nous sommes maintenant saisis et qui tend à expulser un Membre fondateur de l'Organisation et à le remplacer par les représentants d'un autre régime. J'espère qu'on ne cherchera plus à obscurcir le débat sur ce point.

19. Je prétends, en toute sincérité, que proposer d'exclure un Membre de l'Organisation qui donne son appui à la Charte pour qu'il laisse la place à un régime qui s'oppose à la Charte, et de donner audit régime l'autorisation des Nations Unies pour qu'il entreprenne une guerre par-dessus le détroit de Formose, c'est mal du point de vue de l'Organisation, c'est mal sur le plan moral, c'est mal sur le plan juridique et c'est sans réalisme dans le cadre des réalités pertinentes de 1961. Quoi qu'on puisse dire d'autre, c'est indubitablement une question importante, une des questions les plus importantes dont l'Assemblée sera probablement jamais saisie.

20. L'un des leitmotivs qu'on retrouve dans tous les arguments avancés par ceux qui préconisent l'admission immédiate de la Chine communiste à l'Organisation est un appel au réalisme. Regardons les choses en face, disent ces orateurs, et nous constatons que la Chine continentale est sous l'autorité du parti

communiste chinois depuis 12 ans. Acceptons, disent-ils, le fait — répété des dizaines de fois à cette tribune au cours des 10 dernières années — que 650 ou 700 millions de Chinois vivent sous l'autorité de ce régime. Enfin, disent-ils, reconnaissons que nous sommes en 1961 et non plus en 1945.

21. Ce leitmotiv tend à exprimer l'idée que les autres délégations se rendent coupables d'un manque de réalisme parce qu'elles ne sont pas écrasées par cette évidente réalité: l'autorité exercée par les communistes sur la Chine continentale est l'autorité exercée par les communistes sur la Chine continentale. Mais nul n'a jamais contesté cette évidence. En entendant cet argument si souvent répété, je n'ai pu m'empêcher de penser au célèbre aphorisme américain au sujet du pивert: "Tu dis des choses si évidentes d'une façon si solennelle!"

22. Répéter toujours les mêmes faits ne peut contribuer qu'à énoncer le problème, non à le résoudre.

23. Pour prendre sur la question qui nous occupe une décision clairvoyante, il faut que nous considérions tous les faits réels, actuels et pertinents relatifs au régime communiste de Pékin et à l'Organisation à laquelle ce régime voudrait appartenir. A mon avis, il existe six faits de cet ordre qui présentent une importance capitale pour la décision que nous allons prendre bientôt.

24. Le premier fait est que le régime de Pékin ne représente pas d'une manière vraiment probante les 650 ou 700 millions d'habitants dont on nous a tant parlé au cours des deux dernières semaines: les exécutions massives, la discipline de fer, la suppression totale de toute liberté individuelle et des libertés civiques, les 2 millions de réfugiés chinois qui se trouvent à Hong-kong suffisent à en apporter la preuve.

25. Le deuxième fait est que le régime communiste chinois a déjà un passé au cours duquel il a commis des agressions ou a manifesté son hostilité envers ses voisins en Corée, au Tibet, en Inde et en Asie du Sud-Est.

26. Le troisième fait est que les communistes chinois se consacrent aujourd'hui — et par principe politique — à la guerre et à la révolution par la violence dans les autres pays.

27. Le quatrième fait est que la République de Chine est l'un des Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, que le Gouvernement de la République de Chine existe, de même que les 11 millions d'habitants de Taïwan, et que sa délégation, présente maintenant dans cette salle, a honorablement servi les Nations Unies et la Charte.

28. Le cinquième fait réside dans la Charte des Nations Unies elle-même, qui énonce explicitement les conditions d'admission en qualité de Membre de l'Organisation et les conditions d'une exclusion.

29. Le sixième fait réside dans la proposition dont nous a saisis l'Union soviétique dans son projet de résolution [A/L.360] et qui consiste en ceci: que, par une décision prise par nous délibérément, nous expulsions d'abord un Membre fondateur qui ne s'est rendu coupable d'aucun méfait, afin de rendre vacant un siège dans cette salle, puis que nous invitions une autre délégation à siéger parmi nous, aux conditions qu'elle énoncera, afin d'occuper le siège ainsi laissé vacant, et qu'en outre nous accordions à cette nouvelle délégation une autorisation spéciale lui per-

mettant de commettre une agression armée contre le Membre que nous viendrions précisément d'expulser illégalement.

30. Tel est le sens réel de la proposition dont nous sommes saisis: enfreindre notre propre charte afin de faire place à un régime dont les principes et les actes sont radicalement opposés à la lettre et à l'esprit de la Charte des Nations Unies.

31. Tels sont les faits. Et ce sont précisément ces faits réels et intangibles de 1961 qui apportent à ma délégation la conviction que ce qu'on nous demande de faire n'est pas réaliste, mais irréaliste. Ce sont ces faits qui ont été négligés ou commodément passés sous silence par certains des orateurs qui ont pris la parole sur la question ces derniers jours.

32. Notre tolérance ne doit pas être de la naïveté, notre générosité ne doit pas être de la témérité et, très certainement, pour être réalistes nous ne devons pas aller jusqu'à prendre nos désirs pour des réalités.

33. Je songe en particulier à l'idée exprimée par plusieurs orateurs et selon laquelle le régime de Pékin, après son admission à l'Organisation, changerait immédiatement de caractère et s'associerait aux autres nations pour coopérer avec elles au maintien de la paix ou à d'autres activités internationales constructives.

34. C'est là une idée qui exerce un attrait particulier et que nous voudrions tous pouvoir faire nôtre. Pourtant, je cherche encore la preuve de son bien-fondé. Toute preuve semble montrer le contraire. Et il serait extrêmement dangereux de remplacer par nos espoirs les preuves brutales que le régime de Pékin lui-même nous donne sur ses intentions.

35. Ces preuves ne sont pas le fruit de notre imagination. Elles ne sont pas le fruit d'une mauvaise volonté de notre part. Ce sont des preuves officiellement fournies par le régime de Pékin lui-même, dans ses propres paroles et par ses propres actes. Si nous n'en tenions pas compte, ce serait à notre propre risque, collectivement, parce qu'elles affectent directement les travaux et l'avenir de l'Organisation. En outre, elles montrent exactement quelle harmonie le régime de Pékin apporterait aux délibérations de l'Assemblée et combien constructive pourrait être la contribution que cette nouvelle voix apporterait à l'Organisation.

36. Qu'il me soit permis de rappeler aux représentants ici présents la conception fondamentale du monde qui est celle du régime de Pékin. Elle a été définie très clairement en avril 1960 par le Drapeau rouge, revue qui expose les théories du Comité central du parti communiste chinois. Le Drapeau rouge s'exprime en ces termes:

"Chacun sait qu'il existe deux types principaux de pays dont les systèmes sociaux sont fondamentalement différents de nature. L'un de ces types correspond au système socialiste mondial, l'autre au système capitaliste mondial."

Cela signifie qu'aux yeux de Pékin tout membre de l'Assemblée qui n'appartient pas au système communiste mondial appartient par définition à ce que Pékin appelle le "système capitaliste impérialiste", car il n'existe que deux types de pays.

37. Le Drapeau rouge poursuit ainsi:

"Il est absolument certain que le système capitaliste impérialiste ne s'effondrera pas de lui-même. Il sera renversé par la révolution prolétarienne dans chacun des pays impérialistes et par la révolution nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. La révolution suppose l'emploi de la violence révolutionnaire par la classe opprimée, la guerre révolutionnaire."

38. Cette conception est corroborée en outre par une déclaration faite par une haute personnalité du Gouvernement de la Chine communiste, Tung Pi-wu, qui a déclaré le 5 octobre 1961, il y a seulement quelques semaines, au cours d'une réunion publique à Pékin: "A l'époque actuelle, un pays quel qu'il soit ne pourra obtenir la victoire complète de sa révolution nationale et démocratique qu'en acceptant la direction du prolétariat et en obtenant l'aide des pays socialistes." En d'autres termes, il faut encore fomenter dans les nouveaux pays indépendants du monde entier une révolution communiste aidée par un appui extérieur des pays communistes.

39. La preuve qu'il ne s'agit pas là de simples mots a été apportée il y a quelques jours seulement devant l'Assemblée lorsque le représentant d'une des nouvelles nations africaines a décrit en termes émouvants la campagne incessante de Pékin pour détruire le gouvernement de son pays par la subversion et la guérilla.

40. Voilà la conception du monde qui est celle du régime de Pékin et elle devrait constituer pour nous tous un avertissement suffisant. Mais on peut se demander ce que pense Pékin, plus précisément, des problèmes mondiaux les plus urgents, des problèmes qui sont ceux que nous nous efforçons de résoudre à l'Organisation des Nations Unies. Je n'en citerai que deux: la question du désarmement et les opérations des Nations Unies au Congo.

41. En ce qui concerne le désarmement, c'est aussi dans l'article même que j'ai cité précédemment que nous trouvons la preuve cherchée. N'oubliez pas, je vous prie, que toutes les nations qui ne font pas partie du système communiste mondial sont considérées comme des nations "impérialistes". La revue en question déclare:

"Il est ... inconcevable que l'impérialisme accepte jamais une proposition de désarmement général et complet ... c'est seulement lorsque la révolution socialiste aura triomphé dans le monde entier que le monde sera libéré de la guerre ..."

42. Ainsi sont jugés nos efforts en vue d'aboutir à un désarmement général: d'après Pékin, ils ne seront qu'une vaine illusion tant que tous les gouvernements n'auront pas été renversés dans la violence par la révolution communiste. Pour ce qui est du présent, la position de Pékin à l'égard de la rupture récente de la trêve des essais nucléaires est la suivante, dans les termes mêmes, évidemment, où elle a été exprimée par Pékin:

"La décision du Gouvernement soviétique de procéder à des explosions expérimentales d'armes nucléaires est conforme aux intérêts de la paix mondiale et des peuples de tous les pays."

43. Quant aux opérations des Nations Unies au Congo, la position de Pékin a été exposée à une date aussi récente que le 6 décembre 1961 dans le Quotidien du peuple, qui est l'organe officiel du parti communiste chinois. Pour le Quotidien du peuple, les efforts que

nous déployons au Congo pour y maintenir la paix, efforts auxquels participent les troupes d'une vingtaine d'Etats Membres de l'Organisation, ne sont qu'une entreprise impérialiste sous le couvert des Nations Unies. "Tant que le Congo restera occupé par la Force des Nations Unies, écrit le Quotidien du peuple, la question du Congo restera insoluble et la liberté des autres pays d'Afrique restera incertaine." L'article en question exige ensuite l'arrêt immédiat des opérations des Nations Unies au Congo. C'est là, bien certainement, ce qu'il faut prescrire pour faire régner au Congo les luttes tribales, le chaos et le massacre en Afrique centrale, ce qui est sans aucun doute ce que souhaite Pékin.

44. Enfin, au moment même où certains membres de l'Assemblée générale plaident en faveur des droits du régime de Pékin à être admis à l'Organisation, le Quotidien du peuple du 10 décembre 1961, il y a quatre jours seulement, s'exprimait ainsi:

"... Aucun peuple révolutionnaire ne pourra jamais renoncer à l'axiome selon lequel "toute puissance politique émane de l'âme d'un canon ..."

"... Les théories, la stratégie et la tactique révolutionnaires mises au point par le peuple chinois dans la pratique de la révolution et définies en termes concis par le camarade Mao Tsé-toung s'imposent de plus en plus aux peuples de divers pays ...

"... Pour le dire franchement, tôt ou tard toutes les nations et tous les peuples opprimés feront leur révolution et c'est précisément là pourquoi l'expérience acquise en matière de révolution et les théories révolutionnaires gagneront naturellement du terrain dans ces nations et parmi ces peuples. C'est pourquoi les tracts sur les opérations de guérilla en Chine ont été si largement diffusés en Afrique, en Amérique latine et en Asie ..."

45. Ces paroles ne sont pas de moi. Elles sont tirées du Quotidien du peuple dans son numéro paru il y a quatre jours seulement.

46. Nulle part dans ce document extraordinaire les communistes chinois ne nient que leurs actes aient été tels que je les ai décrits. En fait, ils annoncent avec arrogance qu'ils ont l'intention de continuer à propager la violence et la dissension à l'étranger.

47. Notez aussi avec soin, si vous le voulez bien, qu'aucune de ces déclarations officielles n'est liée à la question de l'admission ou de la non-admission de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. Pékin ne dit pas qu'il préconise maintenant les essais nucléaires, mais que son attitude serait différente s'il était admis à l'Organisation. Pékin ne dit pas qu'il veut maintenant que les Nations Unies abandonnent le Congo, mais que son attitude serait différente s'il était admis à l'Organisation. Pékin ne dit pas, bien qu'il forme maintenant des troupes de guérillas pour la révolution dans d'autres pays, que son attitude serait différente s'il était admis à l'Organisation.

48. Nous ne pouvons faire autrement que croire que les représentants des communistes chinois, qui sont convaincus que toute puissance politique émane de l'âme d'un canon, poursuivraient la politique qui est la leur et s'en feraient les défenseurs à l'Assemblée même.

49. Quelle autre hypothèse pouvons-nous admettre, si nous voulons être réalistes? Que pouvons-nous attendre d'autre, étant donné ces réalités?

50. Il me semble que les Etats Membres se montreraient fort avisés en réfléchissant avec soin à nos obligations et à nos responsabilités envers les peuples du monde qui souhaitent voir l'Organisation rester une institution viable, s'assurer une force nouvelle et connaître de nouveaux succès. Il serait bon qu'ils méditent sur les délibérations déjà délicates de l'Assemblée et sur les opérations déjà difficiles que nous avons entreprises. Il serait bon qu'ils réfléchissent longuement et profondément à ces choses et qu'ils se demandent si la présence ici d'une délégation venue de Pékin contribuerait à faciliter nos travaux ou au contraire à les entraver.

51. Un des représentants qui ont pris la parole au cours de la discussion s'est lamenté sur le triste sort de la population de la Chine continentale. Ma délégation ne le cède à aucune autre dans son inquiétude à l'égard du peuple chinois, avec lequel nous avons entretenu pendant si longtemps des relations si étroites et si amicales. Cependant, le représentant dont je viens de parler a émis ensuite l'opinion que, si Pékin avait été un Etat Membre, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture "aurait pu venir en aide" au peuple chinois affamé.

52. Peut-être ignore-t-il que Pékin a rejeté une offre d'assistance faite à la Société de la Croix-Rouge de la Chine communiste par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, dont la Chine communiste est membre. Bien que nous soyons au courant de cette offre par la presse, la population de la Chine continentale n'a jamais su qu'une offre d'assistance internationale avait été faite à la Chine.

53. Pékin, qui a refusé une assistance offerte à sa population par une organisation internationale humanitaire à laquelle il appartient, accepterait-il une assistance venant d'une autre organisation internationale?

54. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas ma délégation qui se permet de juger les autres. Contrairement à ce que plusieurs orateurs ont insinué, nous n'inventons pas un critère moral subtil permettant de décider qui est bon et qui est mauvais, qui a raison et qui a tort, qui est respectable et qui ne l'est pas.

55. Au contraire, les principes auxquels sont tenus les Membres de l'Organisation des Nations Unies sont énoncés très explicitement dans la Charte en des termes que nous serions les derniers à vouloir réfuter ou même à vouloir rendre plus subtils qu'ils ne le sont. Les preuves du dédain de Pékin pour ces principes sont enregistrées avec la même netteté. Nous demandons seulement à chacun des membres de l'Assemblée de comparer le texte officiel de la Charte et ce qui est officiellement enregistré.

56. Le projet de résolution [A/L.360] de l'Union soviétique et l'amendement [A/L.375] présenté à ce projet de résolution par les délégations du Cambodge, de Ceylan et de l'Indonésie non seulement demandent l'expulsion d'un Membre loyal de l'Organisation, mais encore encourageraient implicitement les communistes chinois à employer la force pour atteindre leurs fins.

57. Pour ces motifs, nous estimons que la proposition de l'Union soviétique tendant à retirer son siège au Gouvernement de la République de Chine pour le remplacer par une délégation venue de Pékin doit être catégoriquement rejetée et nous voterons contre elle.

58. L'amendement présenté à cette proposition par les trois puissances, bien que rédigé avec beaucoup plus de subtilité que la proposition de l'Union soviétique, produirait manifestement le même effet. Nous estimons qu'il doit être rejeté lui aussi et nous voterons donc aussi contre lui.

59. Pour toutes les raisons que j'ai données, je suis persuadé enfin que les membres de l'Assemblée confirmeront ce fait évident que toute proposition tendant à modifier la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies est, conformément à la Charte, une question d'importance capitale.

60. M. ZORINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: La discussion de la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, à laquelle ont pris part plus de la moitié des Etats Membres de l'Organisation, fournit une preuve évidente de la nécessité vitale de résoudre cette question sans plus tarder.

61. Le déroulement de la discussion a confirmé d'une façon convaincante combien se justifie le fait que la délégation de l'Union soviétique a posé cette question sous la forme de notre projet de résolution [A/L.360]. Cette discussion a confirmé en même temps avec une force accrue ce qui est apparu lors de l'examen de cette question au Bureau, à savoir le désir des Etats-Unis et des pays qui marchent sur leurs traces d'écarter l'Assemblée générale de la solution de cette question pour tant si simple, au moyen de machinations de procédure et de manœuvres permettant de ne point résoudre au fond la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies et de ne pas admettre que soit expulsé de l'Organisation des Nations Unies ce fidèle serviteur des Etats-Unis qu'est la clique de Tchang Kai-shek.

62. Qu'ont donc pu opposer les Etats-Unis et les autres pays, qui sont intervenus pour appuyer leur position, aux faits et aux arguments que les représentants de l'Union soviétique, du Cambodge, de Ceylan, de la Birmanie, de l'Indonésie, du Népal, du Ghana, de la République arabe unie, de la Guinée, du Mali et d'autres pays ont apportés en faveur d'une solution très rapide de la question du rétablissement des droits de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies? A vrai dire, rien de sérieux. Les interventions faites aujourd'hui par les représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis ne font que confirmer cette conclusion.

63. Que nous a dit aujourd'hui le représentant du Royaume-Uni, cette grande puissance qui, conjointement avec les Etats-Unis, a placé cette question sur le plan qu'il nous a développé aujourd'hui?

64. Son intervention a été très courte et se résume ainsi: Nous avons été jadis favorables à une solution de moratoire; c'était nécessaire à l'époque, mais maintenant c'est raté: il n'est plus possible actuellement de refuser la discussion de cette question. Le procédé qui consistait à traîner les choses en longueur est dépassé; c'est pourquoi nous avons trouvé une nouvelle procédure. Voilà, en fait, le sens de l'intervention du représentant du Royaume-Uni. Ensuite, toute son argumentation se ramenait à ceci: la raison pour laquelle cette question nécessite la majorité des deux tiers — et c'est là l'essentiel de la résolution dont le projet est présenté par les Etats-Unis et quelques autres pays [A/L.372] — est

qu'il s'agit là d'une question importante. L'Union soviétique avait déjà dit en son temps que c'était une question importante et M. Khrouchtchev en a parlé lors de la session précédente; or, ce fait devient justement déterminant pour présenter une nouvelle procédure tendant à faire traîner en longueur la solution de cette question. Pourtant, le représentant du Royaume-Uni, en citant l'intervention que j'ai faite au cours de la première journée de discussion sur cette question, aurait dû, en citant correctement mon intervention, indiquer que nous avons toujours affirmé et continuons à dire que c'est là une question importante, mais à condition que l'on se place au point de vue de la lutte pour la paix et pour le renforcement de l'Organisation des Nations Unies, alors que, considérée sous l'angle des moyens à utiliser pour la résoudre, ce n'est plus qu'une simple question de procédure. Or, vous n'avez rien pu opposer à cette argumentation au cours de vos interventions d'aujourd'hui.

65. Bien entendu, toute décision de procédure, particulièrement lorsqu'il s'agit de la représentation de tel ou tel pays, peut avoir et a en fait des conséquences importantes. Nous l'avons vu jadis lors de la solution de la question de procédure concernant la représentation de la République du Congo à l'Assemblée générale: les conséquences de cette décision ont été importantes et le sont encore actuellement. La solution de la question — et même celle de la procédure qui s'y rattache — de la représentation de la République populaire de Chine a une importance encore plus grande. Il n'y a pas là contradiction. C'est une question importante du point de vue de la sauvegarde de la paix et du renforcement de l'Organisation des Nations Unies; elle est importante également sous l'angle des conséquences, mais, néanmoins, ce n'est qu'une question de procédure si l'on se place du point de vue des méthodes qu'il faut adopter maintenant pour la résoudre.

66. Qu'a dit encore le représentant du Royaume-Uni? Il n'a rien dit de plus; son intervention a été très brève. Pourquoi cela? Parce que le représentant du Royaume-Uni n'avait rien à dire. Que pouvait-il dire sur le fond du problème, puisque le Gouvernement du Royaume-Uni reconnaît la République populaire de Chine en tant qu'Etat, reconnaît le Gouvernement de la République populaire de Chine et entretient avec lui des relations diplomatiques? Que pouvait-il dire pour appuyer la thèse selon laquelle la République populaire de Chine ne doit pas être représentée à l'Organisation des Nations Unies? Il ne pouvait rien avancer pour soutenir une position aussi absurde. Il est donc venu, a reconnu qu'il ne pouvait rien dire, et est reparti 10 minutes après avoir fait la courte déclaration dont je vous ai exposé le contenu.

67. Est-ce là une position d'une grande puissance? Est-ce là une position à adopter à l'Organisation des Nations Unies sur une question importante du point de vue politique? Cela démontre une totale impuissance et la faillite de la politique du Gouvernement du Royaume-Uni en la matière. Vous ne pouvez pas expliquer à votre peuple pourquoi vous entretenez des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine tout en votant contre la représentation de ce pays à l'Organisation des Nations Unies. Vous ne pouvez pas l'expliquer, car c'est contraire au bon sens. Personne ne pourrait comprendre votre politique dans cette question. Toutefois, je vais vous dire pourquoi vous agissez ainsi. Parce que vous êtes les alliés des Etats-Unis et que vous votez comme vos

grands alliés vous disent de le faire. Tout est là. Mais est-ce là agir en grande puissance?

68. Nous passons maintenant à ce qui a été dit ici par le représentant des Etats-Unis. Il a répété bien des choses qu'il avait dites la dernière fois. J'ai déjà répondu à quelques-unes de ses déclarations et je pense qu'il est inutile que j'y revienne et que je me répète pour le moment. Il y a cependant, dans l'intervention que M. Stevenson a faite aujourd'hui, certains éléments complémentaires qui méritent qu'on s'y arrête quelques instants.

69. M. Stevenson nous a dit aujourd'hui: "on nous demande d'offrir un siège à un régime qui croit que c'est le canon qui fait la loi". C'est du moins ainsi que j'ai noté, d'après l'interprétation, ce qu'a déclaré le représentant des Etats-Unis.

70. Il s'agit là d'une affirmation absolument gratuite. Et elle sonne étrangement dans la bouche du représentant d'un pays qui organise partout des bases militaires et qui entretient des troupes là où, à vrai dire, les Etats-Unis n'ont rien à voir. Nous venons d'examiner, à la Première Commission, la question de la Corée du Sud et nous avons demandé: pourquoi les Etats-Unis y maintiennent-ils encore leurs troupes? Qui donc croit à la loi du canon? Qui? Ce sont les Etats-Unis qui croient à la loi du canon, car ils maintiennent des troupes en Corée du Sud. Tandis qu'en Corée du Nord il n'y a pas de troupes étrangères, vous, les Etats-Unis, vous maintenez vos troupes en Corée du Sud.

71. Qui croit à la loi du canon au Viet-Nam du Sud? Qui? Les Etats-Unis, qui envoient là-bas leurs instructeurs et commencent déjà à y envoyer des détachements militaires, etc.

72. Vous accusez la République populaire de Chine d'être, selon vous, un régime qui croit à la loi du canon? Mais la République populaire de Chine n'a occupé aucun territoire étranger. La République populaire de Chine ne maintient nulle part ses troupes. Elle a rapatrié de Corée ses troupes qui s'y trouvaient pour aider à l'époque un peuple frère à lutter contre l'occupation des Etats-Unis. Et vous, vous y maintenez vos troupes. Et cela depuis combien de temps? C'est avec votre aide, en présence de vos troupes qu'a eu lieu en Corée du Sud le coup d'Etat militaire et fasciste et ce sont vos troupes qui ont soutenu et consolidé ce coup d'Etat militaire et fasciste.

73. Pourquoi dites-vous que la République populaire de Chine est un régime qui croit à la loi du canon? Non, c'est vous qui croyez à la loi du canon et c'est vous qui maintenez des troupes dans nombre de régions où elles ne sont nullement nécessaires ni à la sécurité des Etats-Unis ni même à celle des pays où ces troupes sont stationnées.

74. Je n'irai pas vous citer d'autres exemples. Ils sont suffisamment nombreux, mais nous ne devons pas nous écarter de la question qui nous préoccupe. Ce que j'ai dit suffit pour montrer la fausseté de la méthode employée par les Etats-Unis pour aborder cette question.

75. D'autre part, M. Stevenson a dit que si nous donnions un siège à la République populaire de Chine — ce siège qui lui appartient légitimement à l'Organisation des Nations Unies — cela équivaldrait à laisser la guerre se déclencher par-dessus le détroit de Taiwan.



76. Mais pourquoi, à vrai dire, y aurait-il une guerre? Elle ne pourra éclater que dans le cas où les Etats-Unis continueront à maintenir là-bas leurs troupes. Mais Taïwan n'est pas une île américaine! C'est, malgré tout, une île chinoise! Alors pourquoi y maintenez-vous vos troupes? Pourquoi y maintenez-vous votre flotte? Vous dites maintenant: la guerre pourrait y éclater. Si jamais elle y éclate, ce sera uniquement parce que les troupes des Etats-Unis y occupent un territoire étranger.

77. C'est ainsi que se pose la question. Retirez vos troupes de Taïwan. Retirez votre flotte du détroit de Taïwan. Il n'y aura pas de guerre, parce que le régime de Tchang Kai-shek s'écroulera aussitôt que vous quitterez le détroit de Taïwan, en emmenant vos troupes et votre flotte. Et le peuple chinois résoudra lui-même le problème de Taïwan, sans recourir aux armes.

78. En conséquence, quand vous essayez d'effrayer l'Assemblée générale et l'opinion publique mondiale en disant que prendre la décision que nous proposons équivaldrait presque à déclencher la guerre, c'est là une affirmation fausse et sans fondement, ne reposant sur rien de réel. Au lieu de tirer vos propres conclusions de la politique que vous pratiquez et de retirer vos troupes afin de ne point provoquer une guerre, vous conservez en Extrême-Orient ce foyer de dangers et vous aggravez la crise des relations entre les Etats-Unis et le grand peuple chinois. C'est cette crise-là qui peut mener à la guerre. Elle a déjà provoqué une situation très dangereuse à un moment où le gouvernement précédent avait été amené à prendre des mesures particulières pour atténuer le danger de la situation née de la présence des troupes d'occupation et de la flotte des Etats-Unis en vue des côtes de la grande Chine.

79. La conclusion à tirer ne doit donc pas être celle que vous dites, mais tout simplement le retrait de vos troupes et de votre flotte de cette région. Voilà la conclusion que le représentant des Etats-Unis aurait dû tirer, et non pas celle qu'il a tirée.

80. Quant au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, il ne pourrait que renforcer la collaboration réelle au sein même de l'Organisation des Nations Unies et permettrait au peuple chinois et à ses représentants d'occuper la place qui leur revient dans l'Organisation mondiale, ce qui faciliterait la solution de tous les problèmes, tant en Extrême-Orient que dans le monde entier.

81. Ensuite, le représentant des Etats-Unis a fait de très nombreuses citations tirées de diverses publications parues soit en République populaire de Chine, soit ailleurs. A vrai dire, il ne m'a pas été possible de suivre toutes ces citations qui ont été réunies par les collaborateurs de M. Stevenson pour mieux convaincre l'Assemblée générale.

82. En citant divers auteurs chinois, M. Stevenson a essayé de prouver qu'en Chine il existe une certaine agressivité et que, dans la position prise par la Chine, tout ne cadre pas comme il faut, tant avec la Charte des Nations Unies qu'avec les buts et les principes énoncés dans la Charte. A cela je voudrais donner une seule réponse, qui est en même temps un conseil.

83. M. Stevenson, si nous ne devons citer que vos propres déclarations — je souligne: rien que vos pro-

pres déclarations —, nous nous apercevions en effet que tout ne se tient pas, ne fût-ce que pour la question de la Chine. Et vous voudriez que tout puisse cadrer quand vous citez des dizaines d'auteurs différents! Si un seul auteur manque de logique en exposant sa politique, comment pouvez-vous vous attendre à trouver une logique et une coordination totales dans des déclarations d'auteurs entièrement différents?

84. Voici ce que je puis vous dire au sujet de l'intervention de M. Stevenson. Les faits sont chose dure et l'on ne peut les éluder. Or, ils vont à l'encontre de vos sophismes.

85. La République populaire de Chine est un grand Etat pacifique; elle est dirigée par un gouvernement populaire qui jouit du soutien de la totalité des 650 millions d'habitants de la Chine populaire. La République populaire de Chine est un pays puissant, dont l'influence et l'autorité sur la scène internationale vont croissant de jour en jour, un pays en l'absence duquel pour les questions les plus importantes touchant les relations internationales, ces questions qui agitent l'humanité tout entière, toute solution devient impossible, qu'il s'agisse de la paix ou de la guerre, du désarmement, de l'élimination du danger de guerre nucléaire, et de tout un ensemble de problèmes internationaux, sociaux et économiques, qu'ils soient examinés à l'Organisation des Nations Unies ou en dehors d'elle.

86. Le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine répond non seulement aux intérêts de la République populaire de Chine elle-même, mais également — et à un degré au moins égal — aux intérêts de tous les autres pays Membres de l'Organisation des Nations Unies, que le régime populaire de la Chine leur plaise ou non.

87. Il est temps de comprendre, pour les pays qui s'opposent à la solution de cette question, que ce qu'ils isolent ainsi ce n'est pas tant la République populaire de Chine qu'eux-mêmes. Ces pays ne sont pas moins, mais beaucoup plus intéressés que d'autres à une coopération avec la grande République populaire de Chine; aussi, leur refus de reconnaître les droits légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations Unies et de normaliser les rapports avec cette grande puissance leur porte-t-il un préjudice à eux-mêmes. Plus longtemps les Etats-Unis et les autres pays occidentaux continueront à s'abuser eux-mêmes en prenant leurs propres fantoches pour les représentants du gouvernement de la grande Chine, plus leur réveil sera pénible, quand leurs illusions seront passées. Mais, je le crois, personne ne peut douter que le moment viendra inévitablement pour eux de se dégriser.

88. Personne n'est fondé à dire — comme les Etats-Unis et leurs alliés au sein des blocs agressifs l'ont prétendu à l'Assemblée — que le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies ne peut aboutir qu'à saper l'Organisation. Mais il vous faut cela, Messieurs, pour détourner l'attention de votre activité subversive à l'Organisation et de vos aspirations à mettre l'Organisation au service de vos intérêts et non à celui des intérêts internationaux. C'est uniquement pour cela que vous ne voulez pas rejeter des Nations Unies les débris de la clique de Tchang Kai-shek, qui ne représente ici qu'elle-même et vos intérêts à vous-mêmes.

89. Retirez vos troupes de Taïwan, ce territoire traditionnellement chinois, cette province de la République populaire de Chine, et vous verrez que le régime que vous patronnez avec tant de sollicitude s'effondrera aussitôt. Toutefois, ainsi que l'intervention du représentant des Etats-Unis le laisse préjuger, le Gouvernement américain ne désire point faire ce pas en avant, car les Etats-Unis sont profondément intéressés à prolonger l'existence de la clique de Tchang Kai-shek qui a mis Taïwan à leur disposition pour créer dans cette partie de l'Asie une base militaire essentielle.

90. Comment, dans ces conditions, les Etats-Unis pourraient-ils accepter que l'on expulse de l'Organisation des Nations Unies les représentants de la clique de Tchang Kai-shek? Voilà la raison de leur argumentation en faveur du maintien de cette clique à l'Organisation des Nations Unies et leur ténacité à ne pas vouloir rétablir les droits légitimes de la République populaire de Chine.

91. Le représentant de l'Australie qui est intervenu dans le débat, tout en soutenant la position prise par les Etats-Unis dans la question de la représentation de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, a posé un certain nombre de questions qui — d'après lui — méritent un examen approfondi. Bien que les réponses à ces questions figurent dans l'intervention du représentant de l'URSS et dans celles de certains autres représentants qui ont pris la parole avant et après le représentant de l'Australie, et puisque ces questions ont été posées et que le représentant de l'Australie a affirmé n'avoir pas été à même d'y répondre personnellement, je pense qu'il ne faut pas laisser ces questions sans réponse.

92. Le représentant de l'Australie demande quel est celui des deux gouvernements de la Chine qui doit occuper le siège à l'Organisation. Il n'existe qu'un seul gouvernement qui représente le peuple chinois — c'est le Gouvernement de la République populaire de Chine. Nous ne sommes pas les seuls à l'affirmer; la grande majorité des représentants qui ont pris la parole ici l'ont également affirmé. Seul ce gouvernement a le droit d'envoyer ses représentants à l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement de la République populaire de Chine est effectivement maître du territoire chinois et de sa population depuis 12 ans. Il a été largement reconnu de jure sur le plan international. Qui donc peut encore avoir des doutes à ce sujet? Qu'est-ce que le représentant de l'Australie veut encore étudier dans ce domaine?

93. Il est évident qu'il ne s'agit pas du tout d'étudier quoi que ce soit. Monsieur le représentant de l'Australie, vous n'avez tout simplement pas le courage de dire que vous ne désirez pas voir rétablir les droits légitimes de la République populaire de Chine et c'est bien pour cela que vous vous livrez à toutes sortes de manœuvres pour obscurcir et embrouiller une question si claire.

94. Le représentant de l'Australie demande ensuite [1072<sup>ème</sup> séance] quelles seraient les conséquences pour les régions limitrophes de la Chine, et quelles seraient les conséquences pour l'Organisation des Nations Unies, si, à la suite de l'examen de cette question, la République populaire de Chine voyait ses droits rétablis et si elle occupait la place qui lui revient légitimement à l'Organisation des Nations Unies?

95. Nombre de délégations provenant justement de cette région, de pays limitrophes de la République populaire de Chine, se sont attachés à parler du développement des rapports amicaux avec ce pays, ont fait ressortir d'une façon convaincante l'apport considérable de la République populaire de Chine à l'œuvre d'union des pays de cette partie du monde et ont souligné son rôle dans le règlement pacifique des questions de Corée, du Viet-Nam et du Laos, ainsi que dans la détente dans l'Asie du Sud-Est et en Extrême-Orient. Ce sont là des faits que vous ne pouvez réfuter. Ils se sont traduits par les décisions de nombreuses conférences internationales: à Bandung, à Conakry, à Belgrade.

96. Il est hors de doute que le rétablissement des droits de la République populaire de Chine à l'Organisation contribuera à renforcer l'autorité de l'Organisation des Nations Unies et lui apportera une aide considérable qui lui permettra de résoudre de nombreuses questions d'actualité, provoquera une détente dans le climat politique international et, plus particulièrement, renforcera la paix et la sécurité dans les régions de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique.

97. Tout cela n'est-il pas clair pour le représentant de l'Australie? La grande majorité des pays d'Asie le reconnaissent déjà; et non seulement des pays d'Asie: nous l'avons entendu reconnaître ici même, dans cette salle, au cours de la discussion de cette question.

98. Non, Messieurs, toutes ces questions-là et d'autres encore que vous posez ici ne vous servent qu'à mieux éluder la nécessité de répondre sur le fond de la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine. Vous ne pouvez plus poursuivre votre politique — elle a fait faillite — qui consistait à reporter la question de la représentation. Vous avez compris qu'une telle politique ne vous mènerait pas loin; aussi, avez-vous décidé de modifier la tactique, d'étudier la question, de créer pour cela un comité ou quelque autre organe, mais de ne pas prendre une décision sur le fond. Votre dessein est cousu de fil blanc et vous comptez sur des naïfs qui pourraient se laisser prendre à votre intrigue. Toutefois, ce moyen n'est pas sûr: les jeunes Membres de l'Organisation des Nations Unies eux-mêmes, ceux qui ont pris part pour la première fois à l'examen de cette question, ont compris votre dessein.

99. Nous sommes cependant obligés de remarquer, tout en le regrettant, que d'aucuns semblent avoir mordu à l'hameçon des Etats-Unis. Je pense en particulier à l'intervention du Ministre des affaires étrangères de la Nigéria, M. Wachuku [1071<sup>ème</sup> séance]. J'aimerais dire très franchement et dans un esprit de critique amicale, quelques mots au sujet de la position qu'il a prise.

100. Que le représentant de la Nigéria l'ait voulu ou non, en fait il a défendu la position prise par les pays colonialistes, tendant au partage du territoire de la République populaire de Chine, à l'amputation d'un territoire traditionnel de la Chine: la province de Taïwan. Cette position du représentant de la Nigéria est lourde de conséquences d'une grande portée et fait le jeu des partisans de la création de "deux Chineses". En même temps, elle nuit directement et porte atteinte à la lutte des pays africains pour leur libération nationale et pour la création d'Etats nationaux souverains. Cette position ne rappelle-t-elle pas les efforts des colonialistes pour démembrer le Congo



et lui arracher l'une de ses provinces, le Katanga, en reconnaissant Tshombé comme le maître de cette partie de l'Etat congolais?

101. La délégation soviétique ne peut pas non plus être d'accord avec l'étrange affirmation du représentant de la Nigéria et des représentants de certains autres pays, comme quoi la République populaire de Chine devrait faire quelque déclaration demandant son admission à l'Organisation des Nations Unies. De quelle déclaration peut-il s'agir? La République populaire de Chine est Membre de l'Organisation des Nations Unies; elle en est même l'un des fondateurs. Toutefois, ses droits ont été usurpés par des imposteurs qui ne représentent ni la République populaire de Chine, ni le peuple chinois.

102. La tâche de l'Assemblée générale consiste à rétablir les droits d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, membre du Conseil de sécurité, droits qui ont été violés en dépit des dispositions de la Charte, et dont les sièges, tant à l'Organisation des Nations Unies que dans ses organes, sont occupés par des personnes au service d'une clique, chassée et rejetée par le peuple chinois.

103. Certains représentants à la remorque des Etats-Unis ont cru bon de défendre les droits de cette clique, en affirmant qu'il ne serait vraiment pas possible de se priver d'un Membre aussi marquant de l'Organisation des Nations Unies (M. Stevenson nous en a parlé encore aujourd'hui), que si l'on expulsait les hommes de Tchang Kai-shek l'Organisation des Nations Unies perdrait son caractère d'universalité, etc.

104. Que ces affirmations hypocrites restent sur la conscience de leurs auteurs! Mais quels que puissent être leurs manœuvres et leurs subterfuges, nous verrons triompher la demande légitime visant au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies. L'examen, au cours de la présente session, de la question de la représentation de la République populaire de Chine, a clairement fait voir les dessous de la proposition [A/4873] faite par la Nouvelle-Zélande, non de son propre mouvement, mais sur instructions des Etats-Unis, au sujet de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. Et la déclaration faite hier [1077ème séance] par le représentant de la Nouvelle-Zélande n'a fait que le confirmer.

105. Vous ne voulez pas d'une solution radicale et juste de cette question. Vous ne voulez pas rétablir les droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies. Mais à présent il vous est plus difficile de le dire ouvertement. Pour justifier votre position et lui donner une forme plausible, vous soulignez l'importance du problème à l'examen et, en violation de la Charte, vous réclamez qu'il soit résolu à la majorité des deux tiers, bien que sans aucun doute possible la solution de la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine soit une simple question de procédure et, comme telle, doive être résolue à la majorité simple.

106. Cette thèse est d'ailleurs admise par nombre d'auteurs éminents dans le domaine du droit international. Ainsi, le professeur Briggs, savant américain connu, spécialiste en droit international et membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies, dans son ouvrage

bien connu intitulé: La Représentation de la Chine aux Nations Unies, explique en détail que, lors de l'examen par un quelconque organe des Nations Unies de la question de la représentation de la Chine (je cite ses paroles mêmes): "le vote ne peut porter que sur les pouvoirs, si l'organe en question ne veut pas être accusé d'immixtion dans les affaires intérieures de l'Etat Membre".

107. M. Stevenson, je pense que vous connaissez M. Briggs? "Le vote sur les pouvoirs — écrit plus loin Briggs — est une décision de procédure, dans tous les organes des Nations Unies habilités à vérifier les pouvoirs!."

108. Analysant cette question, un juriste anglais éminent, membre de la Cour internationale de Justice, M. Fitzmaurice, examine en détail la question de la procédure de vote dans les différents organes des Nations Unies, à propos de la représentation de la Chine. Fitzmaurice écrit que "la question soumise au vote de ces organes a toujours été considérée et reste toujours une question de procédure; elle doit être réglée à la majorité simple. Il est très important que cette procédure continue à rester en vigueur".

109. "Une autre méthode amènerait non seulement de graves difficultés et inconvénients pratiques, mais encore, dans des organes pour lesquels les questions essentielles demandent une majorité qualifiée (par exemple, des deux tiers), cela permettrait à une minorité de refuser le droit de représentation à une personne dont les pouvoirs seraient reconnus valables par une majorité valable."

110. Je pense que M. Godber doit également connaître ce point de vue d'un éminent juriste anglais.

111. Donc, même les plus distingués parmi les spécialistes bourgeois en matière de droit international n'ont pas le moindre doute sur le fait que, d'après le droit international, le Gouvernement de la République populaire de Chine est le seul gouvernement de ce pays et que seuls les pouvoirs accordés par ce gouvernement sont valables pour représenter la Chine.

112. Néanmoins, les représentants des Etats-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et, avec eux — aussi étrange que cela puisse paraître —, celui de la Nigéria, insistent pour que l'on continue à étudier cette question en un comité ou en quelque autre organe.

113. Les partisans de l'étude de cette question ne voient-ils pas clairement qu'il ne s'agit là que de différer la décision à prendre, que c'est là une nouvelle forme de cette solution "moratoire" dont le représentant du Royaume-Uni nous a parlé aujourd'hui?

114. L'idée de créer un comité n'est d'ailleurs pas nouvelle. L'Assemblée générale a déjà eu l'occasion de se rendre compte de l'inutilité et de l'effet nuisible d'un tel comité, lorsqu'en 1950, à sa cinquième session, elle avait créé un comité spécial chargé d'étudier la question de la représentation de la Chine.

115. Que veut-on maintenant? Nous faire revenir 11 ans en arrière et nous ramener à ce même comité dont les travaux se sont révélés inutiles et stériles à l'époque? Que comptez-vous étudier à ce comité, Messieurs?

<sup>1/</sup> Voir World Peace Foundation, International Organization, vol. VI, 1952, p. 208.

116. La délégation soviétique s'élève résolument contre la création d'un comité, quel qu'il soit, et si quelqu'un la proposait d'une façon formelle, l'Union soviétique ne prendrait aucune part à ses travaux.

117. Il ne faut ni se leurrer soi-même ni tromper l'opinion publique par un semblant d'étude concernant une question qui est claire pour tout le monde. La question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine doit être résolue une fois pour toutes et vous ne pouvez pas en éluder la solution.

118. La délégation soviétique, on le sait, a présenté un projet de résolution dans lequel notre position, qui est aussi, d'après nous, celle qui devrait être adoptée par l'Organisation des Nations Unies, est définie d'une façon claire et précise.

119. Le projet de résolution déposé par les Etats-Unis et quelques autres pays n'est évidemment conçu que comme une manœuvre de procédure et ne tend qu'à différer par un biais nouveau la solution de la question pendante.

120. Le projet de résolution présenté par l'Union soviétique exige le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine. Mais comment peut-on accorder un siège aux représentants légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies sans en expulser les imposteurs qui occupent le siège de la Chine à l'Organisation?

121. Ce n'est qu'en expulsant immédiatement de tous les organes des Nations Unies les représentants de la clique de Tchang Kai-shek, qui occupent illégalement le siège de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, que l'on pourra rendre ce siège à ceux qui doivent légitimement l'occuper. Plus tôt on le fera et mieux cela vaudra pour l'Organisation des Nations Unies.

122. Nous l'exigeons ouvertement et sans possibilité de compromis. La Chine est un grand pays, Membre de l'Organisation des Nations Unies, membre permanent du Conseil de sécurité, dont les droits ont été usurpés en violation de la Charte par des gens qui ne représentent personne. Il ne peut y avoir de compromis sur cette question de principe. Le siège appartenant légitimement à la Chine doit être remis aux représentants de la République populaire de Chine, ce membre de l'Organisation des Nations Unies dont les droits ont été violés. Voilà quel est le sens du projet de résolution de l'Union soviétique.

123. Nous faisons appel à toutes les délégations en leur demandant d'appuyer notre projet de résolution qui est simple et juste et qui, sans équivoque possible, résout une fois pour toutes la question de la représentation de la Chine en expulsant ceux qui occupent illégalement le siège de ce pays et en rétablissant les droits légitimes de ce grand Etat, la République populaire de Chine.

124. Nous voterons contre le projet de résolution des Etats-Unis et de quelques autres pays, qui tentent par une manœuvre de procédure de renvoyer encore une fois la solution de la question, suffisamment mûrie, du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine.

125. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant du Royaume-Uni, qui a demandé à exercer son droit de réponse.

126. M. GODBER (Royaume-Uni) [traduit de l'anglais]: Je m'excuse de revenir à la tribune, mais j'estime qu'il est très important que je m'efforce d'éclaircir immédiatement ce que je ne peux considérer que comme un malentendu de la part du représentant de l'Union soviétique, étant donné qu'en parlant du discours que j'ai prononcé il s'est appuyé, pour une grande partie de ce qu'il a dit, sur ce qui m'a paru être une interprétation totalement erronée et une incompréhension complète de mes propos. Cela me paraît d'autant plus extraordinaire qu'il a fait précéder ses observations de vifs reproches dans lesquels il m'accusait de n'avoir fait qu'une brève intervention. C'est là un délit dont il est peu probable que j'accuse jamais le représentant de l'Union soviétique.

127. Quoi qu'il en soit, le point important est qu'il a soutenu que j'avais déclaré que le Gouvernement de Sa Majesté s'opposait à ce que le Gouvernement de la République populaire de Chine obtienne un siège à l'Organisation des Nations Unies. Ce n'est pas là ce que j'ai dit et, pour être parfaitement clair au sujet de cette importante question, je vais relire le passage pertinent de mon discours:

"Le Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni tient à préciser qu'en donnant son appui à ce projet de résolution il ne cherche pas — je dis bien qu'il ne cherche pas — à trouver un moyen nouveau d'écarter ce problème. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas l'intention de refuser à la République populaire de Chine un siège à l'Organisation des Nations Unies. Au contraire, comme le Secrétaire d'Etat, lord Home, l'a déclaré devant le Parlement britannique en février dernier, nous pensons qu'une appréciation objective des réalités de la vie internationale rend nécessaire la présence de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies."

128. Voilà ce que j'ai dit et, dans ces conditions, je trouve très extraordinaires certaines des observations du représentant de l'Union soviétique. J'ai jugé important d'élucider immédiatement ce qui, je pense, est un malentendu réel de sa part, mais puisque je suis ici j'ajouterai une très brève remarque parce qu'il a cité vers la fin de son discours les mots d'un éminent juriste anglais et parce qu'il les a cités à l'appui de sa propre thèse.

129. Le représentant de l'Union soviétique a cité sir Gerald Fitzmaurice et je dois dire que la citation qu'il a faite, empruntée à ce grand juriste britannique, est complètement isolée de son contexte. Cette citation est tirée d'un passage dans lequel sir Gerald Fitzmaurice parlait de la procédure du moratoire et l'on ne peut en tirer les conséquences que le représentant de l'Union soviétique en a tirées. C'est tout ce que j'ai à dire.

130. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de la Chine, qui a demandé à exercer son droit de réponse.

131. M. TSIANG (Chine) [traduit de l'anglais]: Le représentant de l'Union soviétique et ses camarades du bloc soviétique ont pris part très largement au présent débat, comme il fallait s'y attendre. Leur argumentation est d'une uniformité vraiment monolithique. Ils ont, les uns comme les autres, employé un langage des bas-fonds pour jouer le jeu de la politique des bas-fonds devant les Nations Unies. Jusqu'à un certain point, ils ont l'art de donner une apparence chatoyante au plus grossier tissu de mensonges. Ils

ne méritent pas qu'on leur réponde, sauf sur deux points qui, s'ils n'étaient pas relevés, risqueraient d'empoisonner toute l'atmosphère internationale. Dans le discours qu'il a prononcé le 1er décembre, le représentant de l'Union soviétique a déclaré:

"Les Etats-Unis se sont emparés de l'île chinoise de Taïwan, ils l'ont occupée et transformée en un tremplin d'agression contre la République populaire de Chine." [1068ème séance, par. 59.]

132. Les Etats-Unis ne se sont pas emparés de Taïwan. Les Etats-Unis n'ont pas occupé Taïwan. Les Etats-Unis n'ont pas transformé Taïwan en un tremplin d'agression contre qui que ce soit.

133. Mon gouvernement et le Gouvernement des Etats-Unis ont signé un traité de défense mutuelle<sup>2/</sup>. Les clauses de ce traité ont été publiées et sont du domaine public. Par sa nature et par les termes dans lesquels il est rédigé, ce traité est semblable à bien d'autres traités de ce genre qui existent déjà. Les Etats-Unis n'ont pas plus occupé Taïwan qu'ils n'ont occupé la Grande-Bretagne ou tout autre pays d'Europe occidentale. Ce traité a un caractère entièrement défensif. Ce traité laisse à mon gouvernement sa pleine souveraineté. Les Etats-Unis n'ont pas essayé, en vertu de ce traité ou à tout autre titre, de porter atteinte à la souveraineté de mon pays. Les rapports entre mon pays et les Etats-Unis ont été très amicaux. Lorsque l'Union soviétique accuse les Etats-Unis d'impérialisme en Chine, ce n'est que de la propagande entièrement composée de mensonges, qu'il s'agisse de la période récente ou du passé historique. Le peuple chinois ne l'ignore pas. Quelle que soit la vigueur avec laquelle les communistes chinois poursuivent leur campagne de haine contre l'Amérique et quel que soit le nombre de fois que le représentant de l'Union soviétique et ses camarades répètent cette accusation devant les Nations Unies, le peuple chinois sait parfaitement, au fond de lui-même, que les Etats-Unis sont les amis de la Chine.

134. Le second point de la campagne de propagande faite ici par l'Union soviétique sur lequel je tiens à m'arrêter concerne l'idée d'une exploitation économique de Taïwan, ou plutôt les allégations qui ont été faites au sujet d'une exploitation économique de Taïwan par de prétendus monopoles américains. Permettez-moi de citer les termes du représentant soviétique d'après le compte rendu sténographique de la séance:

"Enfin, une autre raison pour laquelle les Etats-Unis s'accrochent si opiniâtement à la clique de Tchang Kai-shek, c'est qu'avec son aide les monopoles américains ont mis la main sur l'économie de Taïwan dont ils retirent des bénéfices importants. Ce sont des faits que la compagnie américaine Westinghouse Electric contrôle le réseau d'énergie électrique de Taïwan, que la compagnie américaine Reynolds Metal contrôle l'industrie de l'aluminium, que la compagnie américaine National Fertilizer Association contrôle la production des engrais chimiques, que la compagnie américaine Gulf Oil Corporation contrôle la région pétrolière de Miaosu, tandis que d'autres compagnies américaines ont mis la main sur les autres branches de l'économie de Taïwan." [1068ème séance, par. 64.]

Une fois de plus, l'Union soviétique a emprunté à ses camarades de la Chine continentale les thèmes de la campagne de haine contre l'Amérique. Chacun de ces points est un mensonge. Je les examinerai l'un après l'autre.

135. Premier point: le représentant de l'Union soviétique a dit à l'Assemblée que la compagnie Westinghouse Electric contrôlerait le réseau d'énergie électrique de Taïwan. C'est un mensonge. En réalité, nous avons la Taiwan Power Corporation, entreprise appartenant au Gouvernement chinois, dont les avoirs s'élèvent à plus de 100 millions de dollars des Etats-Unis. A diverses reprises, au cours des 12 dernières années, cette entreprise a acheté de l'équipement à la Westinghouse Electric. Ces achats ont été faits à crédit. Le montant total du crédit que Westinghouse a accordé dans ces conditions à la Taiwan Power Corporation est de 17 millions de dollars. Une grande partie de cette somme a déjà été remboursée. Westinghouse ne possède et ne contrôle rien à Taïwan. Nous avons constaté que les relations entre la Taiwan Power Corporation et la Westinghouse Electric sont très utiles et, en ce qui nous concerne, nous sommes prêts à continuer à traiter avec Westinghouse.

136. Deuxième point: la firme américaine National Fertilizer Association contrôlerait la production des engrais chimiques à Taïwan. Une nouvelle fois, c'est un mensonge. Dans mon pays, l'industrie des engrais chimiques est nationalisée. Notre production annuelle est d'environ 400 000 tonnes. Sur ce chiffre, il n'est pas une seule tonne d'engrais qui soit produite par une compagnie américaine ou qui appartienne à des capitaux de monopoles américains. Toute la production est chinoise. Certes, des négociations sont en cours entre la Chinese Petroleum Corporation, d'une part, et la Socony Mobil Oil Company et l'Allied Chemical Corporation des Etats-Unis, d'autre part, en vue de la création d'une association pour la fabrication d'une quantité annuelle de 100 000 tonnes d'urée et de 45 000 tonnes d'ammoniaque. Selon ce plan, on envisage d'employer le gaz naturel récemment découvert à Taïwan. L'accord n'est pas encore entièrement mis au point, mais cela ne doit pas tarder. Une fois créée, l'entreprise sera tripartite et les trois associés seront la Chinese Petroleum Corporation, la Socony Mobil Oil Company et l'Allied Chemical Corporation. Cette entreprise fournira le cinquième de la production totale d'engrais chimiques fabriqués dans l'île, ce qui est certainement loin d'équivaloir à une monopolisation de la production des engrais chimiques à Taïwan.

137. Troisième point de l'énumération faite par le représentant de l'Union soviétique: la Gulf Oil Corporation des Etats-Unis contrôlerait la région pétrolière de Miaosu. Malheureusement, nous n'avons découvert aucune région pétrolière à Miaosu. Il n'y a pratiquement pas de pétrole à Taïwan. La Gulf Oil Company ne peut contrôler à Taïwan quelque chose qui n'y existe pas.

138. Quatrième point de l'énumération du représentant de l'Union soviétique: Reynolds Metal contrôlerait l'industrie de l'aluminium à Taïwan. L'industrie de l'aluminium est nationalisée à Taïwan. Elle n'a rien à voir avec Reynolds Metal. Je tiens à le dire clairement et catégoriquement: Reynolds Metal n'a absolument rien à voir avec Taïwan.

139. Le dernier point de l'énumération du représentant de l'Union soviétique est que d'autres com-

<sup>2/</sup> Etats-Unis d'Amérique et Chine, Traité de défense mutuelle, signé à Washington le 2 décembre 1954.

pagnies américaines auraient mis la main sur les autres branches de l'économie de Taïwan. Je n'ai qu'une chose à dire sur ce point. C'est un mensonge. Puisque j'en suis à ce point, j'aimerais faire un peu de publicité commerciale. Mon gouvernement accueillera favorablement quiconque désire placer des capitaux étrangers à Taïwan, qu'il devienne détenteur d'actions de compagnies chinoises, associé dans des entreprises communes ou prêteur de capitaux pour des entreprises nouvelles. Si les détenteurs de capitaux étrangers se conforment à la législation de la Chine, ils seront favorablement accueillis.

140. Ce qui a véritablement joué un rôle dans le développement économique de mon pays au cours des dernières années, ce ne sont pas les capitaux des monopoles américains, c'est l'aide économique américaine. Les accusations soviétiques concernant l'occupation de Taïwan par les Etats-Unis et l'exploitation par les monopoles capitalistes américains à Taïwan masquent deux insinuations. L'une tend à faire croire au monde que mon pays est l'instrument et la victime consentante de l'impérialisme et du colonialisme américains. Mon gouvernement a été le premier de tous les pays d'Asie et d'Afrique à lutter contre l'impérialisme et le colonialisme. Sun Yat-sen, qui a créé la République de Chine en 1911 et qui est le père du nationalisme chinois, a consacré sa vie à émanciper la Chine du colonialisme et de l'impérialisme occidentaux. A la fin de la seconde guerre mondiale, sous l'impulsion de mon gouvernement, tous les anciens traités injustes en vigueur entre la Chine et les puissances occidentales ont été révisés et toutes les clauses d'inégalité qui s'y trouvaient ont été éliminées. Les traités nouveaux ont prévu l'abolition de toutes les concessions étrangères et de tous les établissements étrangers en Chine. Insinuer que le Gouvernement national de la République de Chine est l'instrument consentant de l'impérialisme américain, c'est déformer toute l'histoire moderne de la Chine.

141. J'ajouterai que dans ses efforts pour débarrasser la Chine de l'inégalité et pour assurer à nouveau à la Chine le respect intégral de sa souveraineté, mon gouvernement a pleinement réussi, à une exception près, celle de l'Union soviétique. A la suite de l'Accord de Yalta, l'Union soviétique a rétabli les concessions territoriales qui avaient été imposées à la Chine par la Russie tsariste. Que le représentant de l'Union soviétique vienne ici accuser les puissances occidentales, en particulier les Etats-Unis, de colonialisme et d'impérialisme en Chine, sans mentionner les actes de son propre gouvernement, c'est là faire preuve de la plus pure hypocrisie.

142. Une autre insinuation que le représentant de l'Union soviétique a essayé de faire consiste à dire que les Etats capitalistes sont, par leur nature même, impérialistes et colonialistes, tandis que l'Union soviétique, qui s'intitule Etat socialiste, est au contraire par sa nature et par définition non impérialiste et non colonialiste. S'il est besoin de donner des preuves, il suffit de se reporter à toute la période d'après guerre dans le monde entier pour constater que les Etats capitalistes occidentaux ont complètement liquidé leurs relations coloniales avec les peuples d'Asie et d'Afrique ou sont sur le point de le faire. Aujourd'hui, il n'y a qu'un seul empire colonial en voie d'expansion et c'est celui de l'Union soviétique.

143. Quant à nous, Chinois, nous sommes nationalistes. Nous servons nos propres intérêts nationaux. Nous sommes résolus à garder notre souveraineté nationale et nos ressources nationales, tout en cherchant à établir une coopération économique avec le monde libre. Nous sommes persuadés que dans ce processus de coopération nous pouvons trouver des profits sûrs et équitables pour notre pays et notre peuple. Les capitalistes, nous le savons, cherchent naturellement à faire des bénéfices, mais il n'est pas un capitaliste, occidental ou oriental, aussi ignorant ou égoïste soit-il, qui puisse imaginer qu'il s'enrichira de la pauvreté de l'Asie ou de l'Afrique. Les peuples en tant que peuples n'offrent pas des marchés intéressants. Ce ne sont que les peuples qui ont un certain pouvoir d'achat qui constituent des marchés intéressants. C'est une simple question de bon sens que partout on comprend.

144. Un des discours les plus remarquables qui aient été faits au cours du débat a été le discours prononcé par le représentant de Ceylan, l'après-midi du 4 décembre. Il était à la fois éloquent et poétique. L'orateur a dépeint l'Organisation des Nations Unies comme "l'école de la paix [où] toutes les nations... viennent pour y apprendre le langage de la paix" [1070ème séance, par. 65]. Il a poursuivi:

"La Chine a fait l'expérience de la paix il y a des siècles; les doctrines de Lao-Tseu et de Confucius en font foi. L'illustre passé de la Chine abonde en traditions de paix, qui viendront enrichir ce grand laboratoire de la paix qu'est l'Organisation des Nations." [Ibid., par. 76.]

Il n'est pas douteux, selon lui, que cette nouvelle manifestation des traditions de la Chine dans "ce grand laboratoire de la paix" se produira lorsque les communistes chinois siégeront à l'Organisation des Nations Unies.

145. Je suis certainement obligé au représentant de Ceylan d'avoir dit avec éloquence combien il admirait l'illustre passé de mon pays. Les traditions culturelles de la Chine sont, comme il l'a dit, des traditions de pacifisme et d'humanité. Lao-Tseu et Confucius ont effectivement exercé une influence considérable sur la formation de la culture chinoise. Toutefois, le respect de la vérité m'oblige à dire — et j'ai consacré des années à l'étude de l'histoire de la Chine — qu'en dépit des traditions de pacifisme et d'humanité de mon pays nous avons eu de grands empereurs conquérants comme Wu-ti, de la dynastie des Han, T'ai-tsong de la dynastie des T'ang, Gengis Khan de la dynastie des Yuan et Tch'eng-tsou de la dynastie des Ming. Toutefois, et c'est là un point important, on ne trouve pas dans toute l'histoire de la littérature chinoise un seul poème ou un seul essai qui fasse l'éloge de la guerre ou de l'empire, sauf dans les toutes dernières années. Le chef actuel des communistes chinois a écrit voici quelques années un poème dans lequel il juge l'envergure de ces vieux empereurs conquérants. Après avoir dépeint la majesté des montagnes et des fleuves de la Chine, il termine son poème par les vers que voici:

*"Ces champs, ces fleuves, leur charme envoûtant,  
Inspirèrent les empereurs-conquérants de Ts'in et  
[de Han,  
De T'ang et de Song, dans leur magnifique rêve  
d'expansion.  
Las! Hommes trop petits pour la tâche! Et Gengis  
[Khan,  
Pour tout jeu, ne sut que chasser le faucon.*

*Pour trouver le géant, c'est le spectacle d'aujourd'hui  
[qu'il faut regarder.]*

146. En d'autres termes, Mao Tsé-toung pense qu'il surpassera tous les grands empereurs conquérants de jadis. A ses yeux, ils n'étaient que des pygmées. C'est ici que j'éprouve une première difficulté à comprendre la conception que M. Malalasekera se fait de mon pays. Il est exact que nous avons une grande tradition de paix et d'humanisme. Ce qui est gênant, c'est que les communistes chinois prétendent que cette grande tradition est féodale et réactionnaire, qu'il faut la détruire et l'effacer du souvenir et du cœur du peuple chinois. Tandis que le représentant de Ceylan admire Lao-Tseu et Confucius, Mao Tsé-toung ne les admire pas. C'est pourquoi j'affirme que les communistes chinois ne peuvent pas représenter la Chine, car ils en sont la négation.

147. Dans une autre partie de son éloquent discours, le représentant de Ceylan a attiré notre attention sur le grand désir de développement économique et d'industrialisation qui se manifeste dans beaucoup de pays sous-développés. Sur ce point, il pense que les communistes chinois pourraient fournir un gros apport s'ils étaient admis à l'Organisation. Il déclare:

"Quelles que soient les questions d'idéologies, les grandes réalisations et l'expérience de la Chine dans ce domaine ne peuvent être ignorées. Elles constituent une leçon trop fructueuse pour de nombreuses petites nations nouvelles qui recherchent avidement des plans d'économie planifiée." [Ibid., par. 84.]

Sur cette question, le représentant de Ceylan a fait appel une fois de plus à l'histoire de la Chine et s'est montré plus éloquent encore. Qu'il me soit permis de le citer:

"Alors que l'Occident oppose un refus à tout cela, souvenons-nous de la grande contribution que la Chine a apportée jadis à l'histoire de la civilisation occidentale. Les caravanes qui se dirigeaient des villes italiennes vers la Chine parce qu'elle était connue pour sa culture, son art, ses textiles, constituent l'un des chapitres les plus marquants de l'histoire de la civilisation moderne." [Ibid., par. 87.]

148. Dans cette partie de son discours, le représentant de Ceylan est encore plus poétique qu'il ne l'avait été dans ses observations sur les traditions de paix de mon pays. Les expériences que les communistes chinois ont faites en matière d'économie ont conduit au bord de la famine les 600 millions d'habitants de la Chine continentale. Chaque fois qu'ils en ont la possibilité et là où cette chance s'offre à eux, les habitants affamés s'enfuient à Hong-kong ou Macao, simplement parce qu'ils n'ont pas assez à manger. Avant que la récolte de 1962 ait été rentrée, le monde aura appris davantage sur les conditions de famine et de sous-alimentation qui existent en Chine continentale. Les résultats des plans de développement économique élaborés par les communistes chinois sont à la fois tragiques et cruels.

149. Etant donné la population immense de la Chine, le problème du développement économique serait difficile à résoudre en toutes circonstances, quel que soit le régime politique et économique que le peuple chinois puisse adopter. Toutefois, les communistes chinois ont rendu la situation pire pour la simple raison qu'ils ont cherché à imiter l'Union soviétique. Ils oublient que la Chine n'est pas la Russie et que

la Chine ne peut pas imiter l'Union soviétique, même dans l'hypothèse où l'exemple donné par l'Union soviétique serait digne d'éloges, ce qui n'est pas le cas.

150. J'appellerai l'attention sur un seul des aspects de cette question. Si les terres agricoles de l'Union soviétique étaient réparties également entre les familles de cultivateurs de ce pays, chaque famille recevrait en moyenne 10 hectares. La même moyenne en Chine serait de moins de 1,2 hectare. En d'autres termes, l'agriculture soviétique peut fournir un excédent bien supérieur à celui de l'agriculture chinoise.

151. Le taux d'accumulation naturelle du capital en Union soviétique serait bien supérieur à ce qu'il pourrait être en Chine, que ce soit en régime communiste ou en régime capitaliste. En Union soviétique, l'Etat monolithique peut contraindre les agriculteurs à accepter des privations afin que les ressources de l'agriculture soient exploitées au profit de l'industrialisation, comme l'a fait Staline. En Chine, en temps normal, les agriculteurs subissent déjà le maximum possible de privations. Même si un Etat monolithique exerçait la plus forte pression possible, il ne pourrait guère tirer grand-chose de l'agriculture chinoise.

152. Les communistes chinois n'ont pas tenu compte de ce fait élémentaire et ils ont cherché à imiter l'Union soviétique en lançant leurs programmes d'industrialisation, dits du "bondenavant", et en instituant les communes. En d'autres termes, les communistes chinois ont même dépassé Staline en brutalité. C'est ce qui explique pourquoi l'Union soviétique est prête pour la déstalinisation tandis que la Chine communiste ne l'est pas. La simple vérité est que l'exemple soviétique de développement économique ne peut pas et ne doit pas être suivi par la Chine. L'exemple de développement économique donné par les communistes chinois — je le dirai avec toute la persuasion dont je suis capable — ne doit être suivi par aucun des pays sous-développés du monde.

153. Dans les conditions difficiles qui existent en Chine, il est encore possible de faire beaucoup. Le point de départ doit être l'amélioration de l'agriculture. Si l'on aide l'agriculteur à produire davantage, on peut s'attendre à obtenir davantage de l'agriculture au profit de l'industrialisation. Avec l'aide de la science moderne, il y a beaucoup à faire dans ce domaine.

154. Dans l'île de Taïwan, nos hommes de science ont produit des variétés améliorées de riz et de blé. Ils ont analysé les sols et ils ont enseigné aux agriculteurs quels engrais chimiques il fallait employer. Ils ont mis au point des insecticides efficaces. Ils ont beaucoup entrepris en matière d'irrigation, tantôt en mettant sur pied de grands projets, tantôt en réalisant de petites améliorations. Les spécialistes ont amélioré les races d'animaux d'élevage. Aujourd'hui, dans cette île, les agriculteurs exploitant les mêmes terrains produisent deux fois plus qu'il y a 10 ans et, grâce à ces progrès de l'agriculture, nous avons pu nous occuper d'industrialisation. Aujourd'hui, près de la moitié des exportations totales de mon pays consistent en articles manufacturés. A Taïwan, le revenu par habitant est le double de ce qu'il est en Chine continentale. Ce que nous avons fait à Taïwan nous permet de conclure que le peuple chinois peut relever son niveau de vie tout en conservant ses droits de l'homme. L'exemple que nous offre la Chine continentale soumise au régime communiste

montre que lorsque les droits de l'homme sont sacrifiés les conditions économiques dans lesquelles vit le peuple empirent.

155. Au cours de la discussion, certains orateurs ont proposé, directement ou indirectement, une solution qui consisterait à reconnaître "deux Chines". Pareille solution est inacceptable pour mon gouvernement. La population de la Chine continentale est composée de nos frères et de nos sœurs. Aucune querelle ne nous divise. Nous ne voulons pas les conquérir; nous ne voulons pas les combattre. Pourtant, nous ne pouvons pas oublier leur sort tragique. Ils ont été réduits en esclavage. Ils ont été livrés à la famine. Nous, qui sommes des Chinois libres, nous voudrions naturellement, tout en jouissant de nos libertés, aider nos frères du continent à recouvrer les leurs. Nous ne pouvons pas les abandonner à leur sort. Nous continuerons à lutter pour la liberté de tout le peuple chinois.

156. Notre lutte pour la liberté, si on la comprend bien, répond en fait aux principes et aux idéaux des Nations Unies. Nous pensons que tous les peuples qui jouissent de la liberté depuis longtemps ou qui l'ont reconquise récemment seraient prêts à nous venir en aide. Il est certain que le peuple chinois éprouverait une déception profonde si les Nations Unies prenaient le parti de ses oppresseurs et leur accordaient aide et assistance. Dans ma déclaration du 1er décembre [1068ème séance], j'ai montré comment l'Organisation, en admettant en son sein les communistes chinois, leur conférerait un prestige politique qu'ils exploiteraient pour continuer à pratiquer l'oppression à l'intérieur et la subversion à l'étranger. L'Assemblée ne doit pas chercher une solution contraire à ses propres principes et que le peuple chinois ne saurait accepter.

157. Certains orateurs ont mis à profit ce débat pour faire l'apologie du principe de l'universalité. Au cours de débats antérieurs devant les Nations Unies, ma délégation a déclaré à maintes et maintes reprises à ce sujet que, selon nous, l'Organisation doit tendre vers l'universalité de ses membres. En même temps, nous avons affirmé qu'une universalité arithmétique n'est ni possible, ni souhaitable. L'Article 4 de la Charte définit les conditions que les Membres de l'Organisation doivent remplir. Les Articles 5 et 6 prévoient la suspension et l'exclusion de Membres qui n'ont pas respecté leurs obligations. Ces articles exigent que nous ne sacrifions pas à une universalité arithmétique les principes et les idéaux énoncés dans la Charte.

158. Certains des orateurs qui ont souligné l'importance de l'universalité de l'Organisation sont allés jusqu'à déclarer que les Nations Unies devraient grouper tous les Etats, pacifiques ou non, qu'il est difficile de discerner les saints des pécheurs et qu'il est d'ailleurs plus facile de surveiller les pécheurs dans l'Organisation qu'au-dehors. Tel n'est pas notre avis. Dans des questions de ce genre, nous sommes partisans nous aussi de la tolérance et nous pensons que lorsque le doute peut se justifier il convient d'accorder le bénéfice du doute. Nous estimons toutefois que les Nations Unies ne doivent pas compter parmi elles un Etat qui a été solennellement condamné comme agresseur et qui déclare ouvertement que la guerre est inévitable et que certaines guerres sont nécessaires.

159. A la fin de la seconde guerre mondiale, lorsque les peuples du monde ont créé l'Organisation des

Nations Unies, ils ne l'ont pas fait parce que le monde manquait d'un appareil diplomatique. En 1944-1945, tous les Etats avaient à l'étranger des ambassadeurs et des ministres, comme d'habitude, et lorsqu'il y avait lieu ils envoyaient des missions spéciales ou organisaient des conférences spéciales. De nos jours, la diplomatie classique ou, dirai-je, la diplomatie ordinaire, fonctionne pleinement. Nous avons institué l'Organisation des Nations Unies et nous en assurons le fonctionnement non pas pour qu'elle remplace la diplomatie classique, mais pour qu'elle en soit distincte et vienne s'y ajouter.

160. Quelle différence existe-t-il entre l'Organisation des Nations Unies et la diplomatie classique, telle qu'on la pratique maintenant et qu'on l'a pratiquée à travers les siècles? Soyons francs et réalistes. Nous devons reconnaître que l'Organisation n'est pas nécessairement plus efficace que la diplomatie classique. Pour réunir des conférences, ménager des compromis et des ajustements entre les Etats, et même parfois pour prévenir la guerre, la diplomatie classique est plus efficace que l'Organisation. N'oublions pas, toutefois, que les grandes puissances, dans la dernière partie du XIXème siècle, ont pu, au moyen de la diplomatie classique, conclure des compromis si adroits et ajuster leurs conflits d'intérêts avec tant d'habileté qu'elles ont réussi à se partager l'Afrique sans guerre. Quelle réussite!

161. Il est certain que nous, qui appartenons à cette génération, nous ne voulons pas de compromis semblable. C'est pourquoi nous avons institué l'Organisation. Ses fondateurs ont pensé qu'ils pouvaient faire obstacle à ce genre de diplomatie en soumettant les délibérations et les décisions des organes des Nations Unies à certains principes et à certains idéaux énoncés dans la Charte. Ceux qui souhaiteraient que les organes des Nations Unies sacrifient leurs principes au profit d'une universalité arithmétique ne doivent pas oublier qu'en ne restant pas fidèles à la Charte nous renierions l'âme même des Nations Unies. Si les peuples du monde s'apercevaient qu'il n'existe pas de différence entre l'Organisation d'un côté et la diplomatie ordinaire de l'autre, l'Organisation devrait fermer ses portes et cela vaudrait certainement mieux.

162. Au cours de cette discussion des principes des Nations Unies, j'ai noté avec plaisir que le représentant de l'Irlande a accordé dans son discours [1075ème séance] une importance particulière à la paix et aux droits de l'homme. Ce sont les deux grands piliers de notre grande organisation. Il n'est pas nécessaire que j'examine en détail les principes de la paix, mais je pourrais peut-être dire quelques mots au sujet des droits de l'homme.

163. L'Article 1 de la Charte déclare que l'un des buts des Nations Unies est de développer et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il est évident que les droits de l'homme ont une valeur en eux-mêmes. Ils sont une partie intégrante de la civilisation que nous essayons de préserver. Pourtant, je désire faire observer qu'on oublie parfois que le respect des droits de l'homme est la meilleure garantie de la paix universelle. Avant la seconde guerre mondiale, tous les dictateurs qui ont entrepris des guerres d'agression ont jugé nécessaire de priver d'abord leurs peuples des droits et des libertés fondamentales de l'homme, parce qu'au fond tous les peuples aiment la paix et sont peu désireux de partir en guerre. Sur ce point, les Allemands



de l'époque de Hitler comme les Italiens de l'époque de Mussolini et les Japonais de l'époque de Tojo n'étaient pas différents des peuples de tout autre pays. Cependant, les pacifistes des pays fascistes avaient perdu leurs droits et leurs libertés fondamentales. Des régimes totalitaires et dictatoriaux leur avaient été imposés. C'est ainsi qu'est venue la seconde guerre mondiale. N'oublions pas le lien qui existe entre la paix et les droits de l'homme. Partout où les droits de l'homme sont violés, il existe des conditions favorables à la guerre.

164. Il est évident que les Nations Unies doivent accepter l'existence de régimes politiques et sociaux différents. Néanmoins, si l'on veut que l'Organisation vive, il est indispensable qu'un minimum d'identité de vues anime ses membres. Déclarer qu'il importe peu que les communistes chinois soient pacifistes ou non, ou qu'ils respectent ou non les droits de l'homme, c'est profaner et dégrader l'Organisation des Nations Unies.

165. L'Organisation traverse une longue période de difficultés. Soyons fermes dans la défense des principes sur lesquels elle est fondée, parce que c'est seulement ainsi que nous pourrions maintenir et développer l'Organisation pour qu'elle soit ce que les peuples du monde la veulent.

166. Le PRESIDENT: Nous venons de terminer la discussion générale sur les points 90 et 91 de l'ordre du jour. L'Assemblée va maintenant aborder la discussion sur les projets de résolution. Je rappelle que nous sommes saisis d'un projet de résolution présenté par l'URSS [A/L.360], d'un amendement à ce projet soumis par le Cambodge, Ceylan et l'Indonésie [A/L.375], et d'un projet de résolution présenté par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et le Japon [A/L.372].

167. Je donne la parole au représentant de Ceylan, qui a demandé à exercer le droit de réponse.

168. M. PERERA (Ceylan) [traduit de l'anglais]: Je n'avais pas d'abord l'intention d'exercer mon droit de réponse, mais qu'il me soit permis de le faire, au nom de M. Malalasekera, au sujet de certaines des observations de M. Tsiang. Etant donné que des passages du discours prononcé le 4 décembre [1070ème séance] par M. Malalasekera ont été cités in extenso, je me permettrai de dire que ses remarques découlaient de visites qu'il a faites personnellement en République populaire de Chine. La façon dont il a envisagé ce qu'il appellerait les perspectives de l'avenir du peuple chinois ne repose pas seulement sur l'histoire de la Chine, mais aussi sur la situation des forces sociales et politiques qui s'exercent de nos jours en Chine. La manière dont M. Malalasekera a compris le processus dialectique, comme il l'a dit dans son discours, n'était pas seulement poétique — je suis certain qu'il serait le premier à reconnaître qu'elle était en effet poétique —, mais encore elle prouve qu'il a abordé la question d'un point de vue humain.

169. L'Assemblée générale est saisie d'un amendement [A/L.375] déposé le 12 décembre 1961 au projet de résolution [A/L.360] présenté par l'Union soviétique. Les représentants ont eu la possibilité de l'étudier et je ne veux pas faire perdre du temps à l'Assemblée en l'examinant en détail. En cette dernière phase du débat, il est cependant peut-être essentiel d'indiquer l'objet de cet amendement. Ce faisant, je pourrai être amené à examiner certains

des faits qui ont motivé l'amendement, dont les auteurs sont le Cambodge, Ceylan et l'Indonésie.

170. On se souviendra que le sujet à l'examen, qui correspond aux points 90 et 91 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, découle de l'inscription à cet ordre du jour, à la demande de la Nouvelle-Zélande [voir A/4874], d'une question intitulée "Question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies". Le point 91 a été inscrit à l'ordre du jour sous le titre, correct selon nous, de "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies". Par la suite, un projet de résolution [A/L.372] a été déposé par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et le Japon. Le projet de résolution de l'Union soviétique a été présenté le 27 octobre 1961. J'ai rappelé l'historique de ces projets de résolution parce qu'il a une importance pour ce que j'ai à dire au sujet de l'amendement.

171. Pour ma délégation et les autres délégations auteurs de l'amendement, lorsqu'on a inscrit à l'ordre du jour la question intitulée "Question de la représentation de la Chine", il était évident que les auteurs du projet de résolution des cinq puissances envisageaient une certaine procédure. En revanche, le projet de résolution de l'Union soviétique représentait, selon nous, une façon correcte d'aborder le problème. Je dis "correcte" parce que juridiquement il énonçait les faits tels qu'ils sont maintenant connus et cherchait à y apporter remède.

172. Notre amendement tient compte intégralement des deux considérants du projet de résolution de l'Union soviétique. Nos vues ne divergent nullement. Je puis le dire, nous ne rejetons en aucune manière l'objet premier, ou l'objet ultime, du projet de l'Union soviétique. J'ai précisé la situation parce que pendant le débat, d'après les déclarations des différentes délégations, on a parlé de faits juridiques qui n'existent pas, de faits politiques qui n'ont aucun rapport avec la question et, qui plus est, selon nous, on a cherché à invoquer abusivement un certain article de la Charte des Nations Unies. C'est pourquoi je me permets d'avancer l'idée selon laquelle le titre correct de la question, la manière correcte de la poser, est la suivante: "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies".

173. Non seulement les deux alinéas du préambule du projet de résolution de l'Union soviétique sont inattaquables, mais encore ils constituent une déclaration de principes et réaffirment les faits dont nous avons connaissance.

174. Depuis l'établissement de la République populaire de Chine en 1949, il existe, nous le savons, un gouvernement de facto à Pékin et c'est pour cette raison que notre amendement a pour objet de faire donner immédiatement à ce gouvernement un siège à l'Organisation des Nations Unies. Pour employer des termes souvent utilisés à propos des questions dont traitent les Nations Unies, les modalités ne sont peut-être pas les mêmes du point de vue de l'Union soviétique, mais l'objet est identique.

175. Pour résumer l'objet de notre amendement, tel que nous le concevons, je dirai qu'il vise les objectifs suivants. En premier lieu, il rejette catégoriquement l'existence de deux Chines, que ce soit au sens géographique ou à tout autre sens. En deuxième lieu, il nie sans ambiguïté le bien-fondé de l'opinion de

certaines délégations, selon laquelle la République populaire de Chine devrait présenter une demande d'admission. Cette question a été réglée très brillamment par le représentant de l'Union soviétique à propos de la déclaration d'un certain représentant. En troisième lieu, notre amendement énonce la situation juridique conformément aux principes reconnus du droit international. En outre, je puis dire sans forcer les termes que le but réel que l'amendement cherche à atteindre est le but énoncé dans la Charte. Qui plus est, cet amendement cherche à répondre aux grands espoirs qui animaient les hommes d'Etat réunis à San Francisco lors de l'élaboration de la Charte et de la création de l'Organisation des Nations Unies.

176. Le fond de l'amendement découle de certains faits très simples. Nous avons cherché non pas à jeter la confusion sur cette question, comme le faisait le projet de résolution présenté par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis, l'Italie et le Japon, mais nous nous sommes efforcés de la simplifier pour que l'Assemblée puisse mieux apprécier la situation. Nous avons essayé de dégager les arguments juridiques et les arguments politiques aussi clairement que possible. Donc le fond de l'amendement découle, à notre avis, de faits qui ne peuvent être niés.

177. Le premier de ces faits est que la Chine est un des Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et un des membres permanents du Conseil de sécurité.

178. Le fond de l'amendement tient également compte de ce qui s'est passé depuis 12 ans. Nous sommes d'avis que contrairement aux principes de la Charte, contrairement aux pratiques admises en matière de relations internationales et contrairement aux principes du droit international, le siège qui devrait être celui de la République populaire de Chine à l'Assemblée lui a été refusé. Qui plus est, ce siège auquel la République populaire de Chine avait déjà droit dès septembre 1949 non seulement à l'Assemblée générale, mais encore aux autres organes des Nations Unies, est illégalement occupé par d'autres que nous pouvons sans excès de langage qualifier de prétendants. J'emploie là un terme très modéré; nous avons déjà rencontré des prétendants dans l'histoire et nous en trouvons même dans l'histoire contemporaine. Il y a à travers l'Europe quelques archiducs et quelques princes qui prétendent au trône de tel ou tel empire.

179. Le troisième argument sur lequel s'appuie notre amendement a des bases juridiques ou plutôt se fonde sur une notion juridique. L'argument est le suivant: en accordant un siège au gouvernement légitime de la Chine qui est le gouvernement de Pékin, on élimine automatiquement tout autre prétendant actuel à ce siège ou toute autre partie cherchant à revendiquer ce siège, qui ne revient pas légitimement à un prétendant.

180. Le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine n'est donc pas une question de représentation. C'est une question d'une plus grande portée. S'il s'agissait d'une question de représentation, je pense que nous devrions reviser les bases de l'Article 4 de la Charte. Tel n'est pas le cas ici. Comme M. Malalasekera l'a déclaré dans son discours, il s'agit simplement d'une question de pouvoirs, ni plus ni moins. Que l'on considère la question du point de vue juridique ou du point de vue politique, il s'agit simplement d'une question de pouvoirs.

181. L'amendement a pour objet de faire disparaître, ou peut-être devrais-je dire d'épurer, l'atmosphère de confusion qui, nous l'avons constaté, règne dans l'esprit de certaines délégations. Il a non seulement pour but d'assurer à la République populaire de Chine le rétablissement de ses droits légitimes et de lui permettre d'être reconnue par des organismes internationaux comme l'Organisation des Nations Unies, mais il a encore pour but d'assurer, pour tous les pays, à l'avenir, le caractère légal des changements d'origine révolutionnaire.

182. Tel est le but de l'amendement. Aujourd'hui il s'agit peut-être de la Chine, mais demain il pourra s'agir d'un autre pays auquel on refuserait d'accorder le siège qui lui revient légitimement à l'Assemblée. Nous avons donc tenu compte de ces bouleversements qui ont eu lieu et nous avons fait reposer notre amendement non seulement sur les pratiques reconnues en matière de relations internationales, mais aussi sur les principes du droit international qui sont acceptés par tous les membres de l'Assemblée.

183. Je rappellerai sur ce point, et j'y insisterai, qu'en 1793 le Gouvernement des Etats-Unis a reconnu le gouvernement de la Révolution française et qu'à cette occasion le Secrétaire d'Etat Jefferson écrivait à l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Paris:

"Nous ne pouvons certainement pas refuser à aucune nation ce droit sur lequel est fondé notre propre gouvernement, le droit suivant lequel chacun peut se donner la forme de gouvernement qui lui convient et en changer à son gré, et chacun peut régler ses relations avec les nations étrangères par l'intermédiaire de l'organe qu'il juge approprié, qu'il s'agisse d'un roi, d'une convention, d'une assemblée, d'une commission, d'un président ou de tout autre organe de son choix. La seule chose essentielle dont il faille tenir compte est la volonté de la nation <sup>3/</sup>."

184. Cela résume notre position. Nous avons été inquiets et nous continuons à être inquiets devant le fait qu'on a mélangé des questions de reconnaissance à ce qui est une très simple question de pouvoirs. Je ne me propose pas de développer les aspects juridiques de ce point, mais il y a eu à ce sujet un document très important dont ne tiennent pas compte ceux qui ne veulent pas en tenir compte, bien qu'il s'agisse d'un document des Nations Unies et d'un document dont la teneur a été mûrement réfléchie, un document qui est le résultat des travaux d'un comité qui s'est réuni pour examiner cette question. Je veux parler d'une lettre <sup>4/</sup> adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général de l'époque; j'en extrais ce qui suit:

"Du point de vue de la doctrine juridique, le fait de lier la représentation auprès d'une organisation internationale à la reconnaissance d'un gouvernement constitue une confusion entre deux institutions qui présentent des ressemblances apparentes, mais sont foncièrement différentes."

185. Nous estimons qu'accorder un siège au gouvernement de Pékin n'implique pas que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies reconnaissent ou non ce gouvernement. Il ne s'agit même pas de la

<sup>3/</sup> *The Living Thoughts of Thomas Jefferson*, presented by John Dewey, New York, Longmans, Green and Co., 1943, p. 162.

<sup>4/</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquième année, Supplément pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mai 1950, document S/1466.

question de la représentation de la Chine à l'Organisation. Il s'agit du rétablissement des droits légitimes auxquels la République populaire de Chine peut prétendre depuis septembre 1949. Depuis 12 ans et malgré tous les pronostics de bien des prophètes de malheur, le gouvernement de facto de Pékin a survécu. Bien qu'on menace de libérer la Chine continentale, le gouvernement de Pékin survit. Pouvons-nous ne pas tenir compte de ces faits?

186. Les auteurs de l'amendement ont pris en considération non seulement les réalités de la vie internationale, mais aussi les réalités constatées en Chine. Sur ce point, nous trouvons encore un appui dans une autre déclaration tirée du document que j'ai déjà mentionné. Je cite à nouveau un extrait de ce texte:

"Les Etats Membres ont donc clairement établi, par une pratique constante:

"1) Qu'un Etat Membre peut à bon droit voter l'acceptation du représentant d'un gouvernement qu'il ne reconnait pas ou avec lequel il n'entretient pas de relations diplomatiques, et

"2) Qu'un tel vote n'implique ni qu'il reconnait ce gouvernement, ni qu'il est disposé à établir des relations diplomatiques."

187. Nous ne demandons pas que le fait d'accorder un siège au Gouvernement de la République populaire de Chine ait d'autres conséquences que de lui donner la place qui lui revient. La question de la reconnaissance est une tout autre question. Ce contre quoi nous nous insurgons, c'est qu'on ait voulu mélanger cette question à la question de la reconnaissance. Qui plus est, certaines délégations ont obscurci la chose et réclament maintenant que la République populaire de Chine présente une demande d'admission à part. La lettre du Secrétaire général de l'époque poursuit plus loin:

"La pratique ainsi suivie par les Nations Unies est non seulement juridiquement fondée, mais encore conforme au principe même de l'Organisation. Les Nations Unies ne constituent pas une association ouverte uniquement à des Etats animés du même esprit et à des gouvernements ayant des conceptions semblables (comme c'est le cas pour certaines associations régionales). Etant une organisation qui aspire à l'universalité, elle doit nécessairement comprendre des Etats dont les idéologies sont diverses et même opposées."

188. Je n'ai pas l'intention de citer plus longuement ce document, car sa teneur est bien connue et l'on s'y est déjà reporté dans bien des interventions. Tout ce qui nous intéresse maintenant, c'est de mettre fin à toutes ces fictions qu'on veut faire entrer à tout instant dans ce débat.

189. Dans cet esprit, je tiens à exposer très clairement notre position. Notre amendement ne retranche rien au projet de résolution de l'Union soviétique. Je ne veux pas employer le terme "complémentaire" et je ne tiens pas à reprendre les termes employés par le représentant des Etats-Unis, selon lequel notre texte serait plus subtil. Je puis vous assurer que la subtilité n'était pas ce que nous recherchions. Notre seule préoccupation était de rendre la situation tout à fait claire, d'autant plus qu'on avait soutenu, d'une part, qu'il devrait y avoir une demande d'admission distincte, et, d'autre part, qu'il serait possible d'envisager l'existence de deux Chines.

190. Je terminerai sur une note qui est, je crois, essentielle pour l'avenir de l'Organisation. Je veux parler de la tentative faite par certains Etats d'enrober la vérité dans le jargon du droit international. Toute analyse de la situation politique faite sur la base du droit doit tenir compte des pratiques acceptées. La vérité est que le droit international ne peut pas plus refuser de reconnaître qu'une conquête finalement victorieuse change effectivement la propriété d'un territoire, qu'une loi nationale ne peut changer un régime instauré à la suite d'une révolution victorieuse. Ce que nous voulons dire, c'est qu'à l'avenir nous ne devrions plus nous heurter à de tels problèmes qui auraient pu être résolus depuis très longtemps. Nous voulons faire obstacle au recours à la doctrine de non-reconnaissance en matière d'affaires internationales, car nous pensons que cette doctrine, indépendamment du fait qu'elle s'efforce de dissimuler la réalité de la politique internationale sous un masque de légalité, n'est en définitive qu'un exemple de ce que les gouvernements peuvent tenter pour s'assurer les avantages qu'offre le droit international, tout en refusant d'assumer les responsabilités qui en découlent. Accepter cette doctrine équivaudrait, selon nous, à trouver des excuses au fait que la communauté internationale a perdu le sens du devoir. Cette doctrine est une idée politique se parant d'un jargon juridique.

191. Nous, les auteurs de l'amendement, nous avons une idée très arrêtée sur ce point, non pas sans doute parce que nous vivons dans l'ombre de la Chine ou parce que nous nous trouvons situés en Asie du Sud-Est ou en Asie même, mais parce que nous croyons que, sur le plan juridique, on a porté tort au gouvernement de Pékin. J'hésite à faire des remarques sur la politique des gouvernements, qu'il s'agisse de gouvernements qui siègent à l'Assemblée ou de gouvernements qui ne siègent pas à l'Assemblée. C'est pourquoi je me suis sagement abstenu de faire des remarques sur les observations de M. Tsiang. J'aurais pu en discuter, mais cela ne servirait à rien pour le moment. C'est par délicatesse que je me suis abstenu de discuter des questions de politique. Nous adressons un appel à l'Assemblée sur la base de faits purement juridiques, de points de droit. Nous adressons un appel à l'Assemblée sur la base de notre amendement par lequel, je l'ai déjà dit, nous essayons de faire accorder immédiatement un siège au Gouvernement de la République populaire de Chine, en partant du principe que c'est le seul gouvernement qui représente le peuple chinois. Sa compétence et son autorité n'ont pas été niées. Qui plus est, ses droits légitimes n'ont été niés que par l'Assemblée. Je n'ai pas besoin de rappeler qu'il entretient des relations diplomatiques avec 40 pays et des relations commerciales avec 80 pays. Ces faits sont bien connus.

192. Nous avons présenté notre amendement en nous inspirant de ces principes et je suis certain que l'esprit dans lequel nous avons agi n'échappera pas au représentant de l'Union soviétique.

193. En ce qui concerne le projet de résolution présenté par les cinq puissances, nous voterons contre lui, pour les raisons que j'ai déjà exposées et aussi — si je puis me permettre d'ajouter encore ceci — pour des raisons qui touchent à l'avenir de notre organisation. Il serait non seulement peu avisé, sur le plan politique, mais encore dangereux de voter un projet de résolution de ce genre, qu'il ait pour objet de créer un comité chargé de poursuivre l'exa-

men de la question, ou de décider que ladite question doit être traitée comme une question importante. J'ai déjà dit qu'on pouvait invoquer abusivement l'Article 18. Je ne veux pas examiner cette question en détail étant donné que de nombreux juristes qui ont pris la parole avant moi ont déjà étudié dans quelles conditions la dernière partie de l'Article 18 entre en jeu. Cet article n'a jamais eu pour objet de permettre une injustice. Il était destiné à créer une situation acceptable dans le cadre du droit international. En conclusion, je recommande à l'Assemblée d'adopter l'amendement [A/L.375].

*M. Kurka (Tchécoslovaquie), vice-président, prend la présidence.*

194. Le **PRESIDENT** [traduit du russe]: La liste des orateurs inscrits comprend un certain nombre de représentants qui ont exprimé le désir de prendre la parole avant le scrutin pour expliquer leur vote. Je leur donne la parole.

195. **M. BELAUNDE (Pérou)** [traduit de l'espagnol]: Je me propose d'expliquer ce que sera le vote de ma délégation sur les projets de résolution dont nous sommes saisis et l'amendement qui vient d'être présenté.

196. Les petites puissances, comme toutes les puissances évidemment, mais plus particulièrement les petites puissances, doivent étudier le problème en toute objectivité, sans faire intervenir de considérations d'ordre politique et en tenant compte exclusivement de la Charte et de l'intérêt véritable des Nations Unies, c'est-à-dire en faisant intervenir uniquement des raisons s'inspirant de ce qui est juste juridiquement et moralement ou des raisons de prudence eu égard à la conjoncture internationale.

197. Je regrette de ne pas me rallier à la thèse exposée ici, thèse extrêmement dangereuse et sans aucun fondement en droit international, selon laquelle l'admission d'un Etat en qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies, après un changement de gouvernement, serait un acte mécanique, automatique, qui pourrait s'accomplir par simple présentation de pouvoirs. Cette position est la conséquence d'une confusion regrettable. Il est certain que dans la majorité des cas qui se sont présentés ces temps derniers, il n'y a pas eu de discussion portant sur un changement de gouvernement. Les gouvernements qui sont venus au pouvoir récemment dans le territoire de pays qui étaient Membres de l'Organisation ont été reconnus par la majorité des autres gouvernements. Il n'y avait pas eu de réaction révolutionnaire contre ces gouvernements; il ne faisait aucun doute que les gouvernements en question détenaient le contrôle absolu du territoire; ils étaient reconnus par presque tous les Etats Membres de l'Organisation et les recevoir parmi nous n'entraînait aucune modification du climat international de nature à compromettre la politique générale que les Nations Unies doivent suivre pour assurer le maintien de la paix.

198. Par suite, il suffisait que fussent réunies ces trois seules conditions, parfaitement normales, pour que la représentation d'un nouvel Etat fût une simple question qui se réglait automatiquement. Comme les précédents, sauf dans le cas de la Chine, ont plutôt offert des exemples de ce genre, on en est venu à ce qu'on appelle une généralisation excessive ou une simplification extrême d'une question essentiellement technique et complexe par sa nature même. Je puis parler en connaissance de cause car j'ai étudié ce

cas depuis l'époque où j'occupais à Lima la chaire de droit international en 1913. Quand un nouveau gouvernement s'installe, quand une nouvelle entité révolutionnaire saisit le contrôle d'un territoire, il est évident que ce contrôle est absolu. Il n'y a pas de discussion possible; il n'y a pas coexistence de deux gouvernements; il n'y a qu'un seul gouvernement; il n'y a pas de "prétendant", pour reprendre le terme dont on s'est déjà servi ici par un euphémisme courtois que j'apprécie. Lorsqu'en outre la majorité des Etats Membres de l'Organisation ont déjà reconnu ce gouvernement ou sont sur le point de le reconnaître, et que, dans ces conditions, la décision de cette majorité ne va pas lui imposer une politique particulière, mais va au contraire exprimer l'opinion générale sans lui imposer une orientation précise, et lorsque, enfin — et c'est là un point essentiel —, ce nouveau gouvernement n'a pas provoqué une modification radicale et profonde de la politique mondiale qui pourrait créer un danger pour la paix, dans ces conditions normales — et seulement dans ces conditions — la reconnaissance d'un nouveau gouvernement par les Nations Unies est une question de pouvoirs qui peut se résoudre mécaniquement. Pourquoi en est-il ainsi? Parce que, derrière cette majorité qui paraît automatique, il existe un consentement universel, ce que nous appellerions un vote "sans opposition".

199. Ce n'est pas ainsi que les choses se présentent dans le cas de la Chine, si on les considère objectivement. En premier lieu, nous nous trouvons en présence de deux gouvernements, bien qu'il y ait une différence de chiffre de population et une différence de superficie entre les deux territoires. Toutefois, cette dualité de gouvernements implique en outre l'étude d'autres problèmes graves. Il y a d'autre part disparité complète du point de vue de la reconnaissance. D'après mes chiffres, 54 pays reconnaissent la Chine nationaliste et moins de 30 pays ont reconnu la République populaire de Chine.

200. Ce qui est plus grave, cependant, c'est ce qu'a représenté l'avènement de la Chine communiste. Je veux parler du changement survenu dans le statut juridique qui existait à cette époque, de l'intervention d'une puissance en Chine, de la violation d'un traité qui existait, c'est évident, entre la Russie soviétique et la Chine communiste, traité que nous avons mentionné ici à plusieurs reprises, et enfin de l'attitude qui consistait à créer immédiatement en Asie une tendance impérialiste qui est venue bouleverser l'équilibre politique de l'Asie, sur lequel reposait la paix du monde.

201. Chacun a rappelé ici, et il n'est pas nécessaire que j'y revienne moi-même, la question de Corée, puis l'affaire d'Indochine, les guérillas du Viet-Nam, l'invasion du Tibet et enfin la menace contre l'Inde.

202. Mais il est quelque chose de plus grave: nous sommes en train d'oublier que la psychologie doit s'appliquer à la politique. Un des grands maux de l'époque contemporaine consiste à faire de la sociologie et du droit des sciences absolument empiriques, matérialistes et quantitatives, sans tenir compte des principes et des buts essentiels de la conduite humaine. Nous ne pouvons nier que les Nations Unies jouissent d'une certaine universalité, non pas d'une universalité géographique, mais d'une universalité morale. Les pays qui ont fondé l'Organisation des Nations Unies, en exigeant, en proclamant, au nom des peuples et non au nom des Etats, certains principes comme le respect des droits de l'homme, le respect des

traités, la pratique de la tolérance — la pratique de la tolérance! — et la décision de vivre en paix ont confié à tous les peuples des Etats Membres de l'Organisation une mission à laquelle ils ne peuvent se soustraire. Est-il un peuple qui puisse se dérober à cette mission? Il s'expose alors à être exclu de l'Organisation des Nations Unies. Les alinéas du préambule de la Charte et l'Article qui traite de l'exclusion d'un Etat Membre imposent aux Nations Unies une obligation morale à laquelle elles ne peuvent échapper et à laquelle doit se soumettre tout gouvernement et tout peuple qui tient à devenir Membre de l'Organisation ou qui, ayant été parmi les Etats Membres originaires, tient à y conserver son siège.

203. Ces derniers temps, nous avons constaté avec peine — car je ne puis en présence du mal parler de sentiments d'indignation mais bien de peine, de compassion et de tristesse — combien la politique belliciste de la Chine communiste n'a fait que s'accroître; comment ces derniers temps ce pays a fait fi de la théorie de la coexistence pacifique et comment il a adopté sans ambiguïté, publiquement, devant l'humanité, la doctrine selon laquelle la guerre est inévitable et l'interprétation marxiste-léniniste qui rejette entièrement une politique de paix et pose en principe que la révolution doit s'imposer de quelque manière que ce soit et sous toutes les formes possibles, par la guerre de subversion ou par la guerre franche. N'assistons-nous pas aujourd'hui même à un débat entre l'Union soviétique et la Chine communiste sur cette question? Comment l'Union soviétique interprète-t-elle la coexistence pacifique? L'accepte-t-elle, la proclame-t-elle et l'interprète-t-elle de la même façon que la Chine communiste? Dans ces conditions, il en résulte donc que ce changement fait intervenir un élément moral reposant sur des facteurs psychologiques qu'il serait absurde, qu'il serait inconcevable pour les Nations Unies de méconnaître.

204. L'Organisation des Nations Unies est fondée sur des valeurs spirituelles, sur le sentiment de l'existence de valeurs spirituelles. Il serait absurde d'exiger des Nations Unies, au nom d'un réalisme funeste, sordide et effroyable, qu'elles renoncent au critère moral en ce qui concerne leur composition et leur politique. C'est pourquoi je crois donc — je le dis avec le plus grand respect — que cette question dépasse le cadre dans lequel l'ont présentée aujourd'hui l'Union soviétique et Ceylan et qu'elle ne se présente pas sous l'angle sous lequel ces pays nous l'ont montrée. Le problème est tout autre. Il n'y a pas une situation normale, idéale et biblique, mais la situation la plus grave qui se pose au monde moderne en raison du problème de la paix en Orient, c'est-à-dire de la paix dans le monde.

205. Tout ce que je viens de dire montre que la question est donc d'une grande importance et que nous devons approfondir ce point et l'étudier d'un point de vue juridique, politique et sociologique, l'étudier du point de vue de la structure spirituelle de l'Organisation des Nations Unies et l'étudier surtout du point de vue de la paix. Si le problème se présente ainsi, on ne peut douter qu'il doive être étudié. On ne peut douter que pour les Nations Unies ce serait agir avec précipitation et contrairement à toute prudence et à toutes les règles de la mesure que de se laisser entraîner par un mouvement de politique, ou par une impulsion sentimentale, ou au nom d'une loyauté à des principes que nous respectons ou de liens que

nous respectons aussi, mais qui ne peuvent nous conduire à renoncer à l'esprit de la Charte et à l'intérêt suprême des Nations Unies. Ne permettons pas qu'une ombre nouvelle vienne s'ajouter aux ombres qui planent aujourd'hui sur le monde.

206. J'ai prononcé le mot "ombres" et ce mot me rappelle une œuvre admirable de Huizinga, le grand historien hollandais, auteur de *La Vie d'Erasmus*, du *Crépuscule du Moyen Age* et d'un livre intitulé *Parmi les ombres de demain*. Messieurs, il ne s'agit pas des ombres de demain, mais bien des ombres d'aujourd'hui qui chaque jour s'accumulent et chaque jour s'épaississent. N'y ajoutons pas l'ombre d'un Etat franchement impérialiste, l'ombre d'un problème qui finirait par diviser les Nations Unies; n'ajoutons pas un élément de plus aux après discussions et aux problèmes qui viennent rompre l'unité sublime dont les Nations Unies ont besoin pour pouvoir remplir leur œuvre humaine et grandiose.

207. Pour ces raisons, la délégation du Pérou votera en toute connaissance de cause contre la proposition de l'Union soviétique et contre l'amendement présenté par Ceylan qui ne change en rien, comme on l'a dit ici, la proposition de l'Union soviétique, et elle votera aussi en toute connaissance de cause la proposition des Etats-Unis d'Amérique qui traduit parfaitement la réalité dont nous avons tous ici conscience, à savoir que cette question est l'une des plus graves et des plus importantes qu'il ait été donné aux Nations Unies d'examiner.

*M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.*

208. M. BERARD (France): L'Assemblée ne s'étonnera pas que l'explication de vote de la délégation française soit brève. Au cours d'un débat durant lequel une soixantaine d'orateurs ont pris la parole, tout a été dit et redit. Revenir sur le fond du sujet ne serait pas de mise à ce stade et nous forcerait à des répétitions inutiles. Aussi bien, les remarques que je désire présenter au sujet des projets de résolutions soumis à notre assemblée s'inspirent-elles plus de considérations de simple bon sens que de spéculations de haute politique.

209. C'est bien le bon sens en effet qui commande de se prononcer en faveur du projet de résolution présenté par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et le Japon [A/L.372] et qui a été commenté de manière convaincante par les porte-parole de ces Etats. Comment est-il possible en effet de soutenir qu'une question aussi complexe et aussi controversée que celle de la modification de la représentation de la Chine n'est pas "importante", au sens de l'Article 18 de la Charte? Ainsi que le faisait remarquer si justement avant-hier notre collègue du Cameroun, le fait que la question ait été posée 12 années durant devant cette assemblée n'est-il pas la preuve la plus évidente de son importance? Et M. Bindzi ajoutait:

"Douze années durant lesquelles les sages composant cet éminent aréopage ont, à chaque reprise, jugé que le moment de la décision n'avait pas encore sonné, et estimé nécessaire de s'accorder un délai supplémentaire de réflexion." [1076ème séance, par. 176.]

210. Il existe, me semble-t-il, une singulière contradiction à déclarer, d'une part, que le problème est de nature à entraîner les plus graves répercussions et, d'autre part, qu'il se réduit à un simple point de

procédure. On trouve dans les interventions des orateurs qui m'ont précédé maints arguments à l'appui de cette opinion. Je ne retiendrai que ce passage particulièrement significatif de l'éloquent discours prononcé le 4 décembre 1961 par le représentant de Ceylan:

"La question en discussion n'est donc pas une simple question de procédure, sinon du fait que c'est une question de pouvoirs. C'est une question qui touche au cœur même de la question de la paix et de la guerre en Asie et dans le monde entier." [1070<sup>ème</sup> séance, par. 92.]

211. Il est utile de rappeler également que l'énumération des questions importantes incluse dans l'Article 18 de la Charte n'est pas limitative, puisque le paragraphe 3 de cet article prévoit "la détermination de nouvelles... questions à trancher à la majorité des deux tiers". L'Assemblée est parfaitement justifiée à décider que la question en discussion est importante. Il est, à notre avis, de son devoir de le faire.

212. La délégation française votera donc en faveur du projet de résolution des cinqui puissances [A/L.372], qui lui semble bien fondé, autant sur le plan du droit que sur celui des faits. Elle sera obligée de voter, au contraire, contre le projet de résolution de l'URSS [A/L.360] pour des raisons à la fois de forme et de fond.

213. De forme d'abord. Le texte de la proposition soviétique est rédigé en des termes à nos yeux inadmissibles. Ainsi se confirme une fâcheuse habitude, mise à la mode par les délégations de l'Est, qui tend de plus en plus à sévir dans l'Organisation et qu'a dénoncée d'une manière particulièrement digne de remarque le Président de la République du Libéria dans son discours du 23 octobre 1961 devant l'Assemblée. Je cite:

"... autour des discussions et des débats, et des décisions elles-mêmes très souvent, règne un climat de passion et d'excitation où les Etats Membres méconnaissent totalement les finesses de la diplomatie et la modération dans l'expression... Ces pratiques que l'on s'est permises de jour en jour, de mois en mois, d'année en année, session après session, ont fait naître la rancune, la haine et des préjugés qui se sont forcément enracinés, au point de rendre difficiles, sinon impossibles, les rapports amicaux, la compréhension, la conciliation, la réconciliation et le compromis." [1041<sup>ème</sup> séance, par. 16.]

Ainsi parlait le Président de la République du Libéria, M. William S. Tubman.

214. Je me rallie entièrement à l'opinion qu'a exprimée avant-hier le représentant de Madagascar, M. Louis Rakotomalala, lorsqu'il a dit qu'au cours de ce débat

"les partisans et les adversaires [de la République populaire de Chine] ont exposé leurs arguments avec éloquence, mais aussi avec beaucoup de passion, et, il faut bien le dire, avec parfois bien peu de respect de l'objectivité et des principes moraux pour la défense desquels 103 nations sont ici présentes" [1076<sup>ème</sup> séance, par. 153].

Cette violence d'expression serait déjà une raison de rejeter le projet de résolution de l'URSS. Mais, plus sérieuses encore, plus importantes, sont les raisons de fond.

215. La proposition soviétique a la prétention de nous fournir une solution abrupte et immédiate qui ne prend nullement en considération tous les éléments d'un problème dont le présent débat a eu au moins le mérite de nous faire saisir l'ampleur et la complexité. L'éminent Ministre des affaires étrangères de l'Irlande, M. Frank Aiken, a fait appel à l'Assemblée [1075<sup>ème</sup> séance] pour qu'elle recherche une formule de nature à assurer et à favoriser la paix en Extrême-Orient. La délégation française ne croit pas que l'adoption du projet de résolution de l'URSS nous conduirait sur le chemin de la détente et pallierait les difficultés actuelles; bien au contraire. Expulser purement et simplement les représentants d'un gouvernement qui s'est toujours montré respectueux des dispositions de la Charte des Nations Unies et des obligations de la coopération internationale, pour remplacer ces représentants par les délégués d'un régime dont le moins qu'on puisse dire est qu'il fait bien peu de cas et du respect des droits de l'homme, et des libertés fondamentales, et du développement des relations amicales et pacifiques entre nations, ne nous paraît pas une solution recommandable. Encore une fois, la question est importante, et tous ses aspects méritent d'être mûrement pesés à la lumière des vues exprimées durant la discussion qui vient de se dérouler. C'est pourquoi, comme je l'ai annoncé, ma délégation se prononcera contre ce projet.

216. Les explications que je viens de donner indiquent quelle sera l'attitude de ma délégation à l'égard de l'amendement soumis par le Cambodge, Ceylan et l'Indonésie [A/L.375]. Cet amendement a le mérite de retirer au projet de résolution de l'Union soviétique cette violence d'expression que je condamnais tout à l'heure et, en cette matière, je dois le dire, ses protagonistes méritent bien d'être remerciés par nous. Mais il ne modifie pas, en réalité, le sens et la portée de ce projet et ne fait pas disparaître les sérieuses objections de fond qu'il suscite à nos yeux. C'est pourquoi cet amendement n'est pas acceptable pour ma délégation.

217. M. DELGADO (Philippines) [traduit de l'anglais]: Au sujet de l'examen du point 90 de l'ordre du jour, intitulé "Question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies", et du point 91, intitulé "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies", nous sommes saisis de deux projets de résolution, l'un [A/L.360] présenté par l'Union soviétique, et l'autre [A/L.372] présenté par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et le Japon. Un amendement [A/L.375] au projet de résolution de l'Union soviétique a été présenté par les délégations du Cambodge, de Ceylan et de l'Indonésie.

218. Avant d'émettre un vote sur ces deux projets de résolution, la délégation des Philippines tient à définir sa position sans ambiguïté. La position du Gouvernement des Philippines sur l'ensemble de la question de l'entrée de la Chine communiste à l'Organisation des Nations Unies a été exposée par ma délégation le 17 octobre 1961 dans les termes suivants:

"Respectueuse des dispositions de la Charte, la délégation philippine est contrainte, dans les circonstances présentes, de continuer à s'opposer à l'admission, comme Membre des Nations Unies, de la Chine communiste, qui a bafoué la cause de la paix, a défié et combattu la volonté collective des



Nations Unies et, par des agressions, des infiltrations et des subversions, a porté atteinte à la paix et à l'intégrité territoriale de ses voisins et d'un grand nombre d'autres pays." [1038ème séance, par. 90.]

219. Dans l'exposé de principes que je viens de citer, nous avons visé certaines dispositions de la Charte. Avant de reprendre les dispositions de la Charte auxquelles nous songeons, qu'il me soit permis d'exposer devant l'Assemblée les objectifs qui, selon nous, inspirent ces projets de résolution, en particulier le projet de résolution de l'Union soviétique, et les résultats ou les conséquences qui découleraient de l'adoption de ces projets par l'Assemblée.

220. Le dispositif du projet de résolution de l'Union soviétique contient deux paragraphes. Le premier de ces paragraphes demande l'expulsion immédiate de tous les organes des Nations Unies des "représentants de la clique de Tchang Kai-shek, qui occupent illégalement la place de la Chine à l'Organisation des Nations Unies". Le deuxième "Invite le Gouvernement de la République populaire de Chine à envoyer des représentants qui participeront aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et de tous ses organes".

221. L'amendement présenté par le Cambodge, Ceylan et l'Indonésie tend à remplacer les deux paragraphes du dispositif du projet de résolution de l'Union soviétique par un paragraphe énonçant qu'il serait décidé "que les représentants du Gouvernement de la République populaire de Chine siègeront à l'Organisation des Nations Unies et dans tous ses organes".

222. Aux termes du projet de résolution présenté par l'Australie et quatre autres puissances, l'Assemblée générale rappelle que le 14 décembre 1950, dans sa résolution 396 (V), elle a fait la recommandation suivante:

"chaque fois que plus d'une autorité prétend être le gouvernement qualifié pour représenter un Etat Membre à l'Organisation des Nations Unies, et que la question donne lieu à controverse au sein de l'Organisation, cette question [devrait être] examinée à la lumière des buts et des principes de la Charte et des circonstances propres à chaque cas",

et l'Assemblée décide:

"conformément à l'Article 18 de la Charte, que toute proposition tendant à modifier la représentation de la Chine est une question importante"

223. Etant donné le lien qui existe entre les deux projets de résolution, nous nous proposons de les examiner simultanément.

224. La délégation des Philippines partage l'opinion exprimée dans le projet de résolution des cinq puissances, selon laquelle "toute proposition tendant à modifier la représentation de la Chine" à l'Organisation "est une question importante" au sens de l'Article 18 de la Charte. En conséquence, nous voterons en faveur de ce projet de résolution.

225. Nous ne pourrions pas voter en faveur du projet de résolution de l'Union soviétique parce que, comme il ressort de notre déclaration de politique en date du 17 octobre 1961, nous nous opposons à ce que la Chine communiste devienne Membre de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu de certaines dispositions de la Charte et du comportement passé et présent de la Chine communiste.

226. Nous ne pourrions pas voter en faveur de l'amendement des trois puissances parce qu'il ne change en rien l'objet du projet de résolution de l'Union soviétique ni les conséquences qui en découleraient: si cet amendement était adopté, le résultat serait le même que dans l'éventualité de l'adoption du projet de résolution de l'Union soviétique. La République de Chine cesserait d'être Membre de l'Organisation et sa place serait prise par la République populaire de Chine.

227. En prenant cette position à l'égard du projet de résolution présenté par l'Union soviétique, nous ne perdons pas de vue l'opinion, exprimée ici par plusieurs délégations, selon laquelle la question dont nous sommes saisis ne met pas en jeu l'exclusion d'un Etat Membre et que nous ne nous occupons pas de l'admission d'un nouveau Membre, mais qu'il s'agit simplement d'une question de pouvoirs. Ma délégation a non seulement examiné comme il convient la façon dont est rédigé le projet de résolution de l'Union soviétique, mais encore elle s'est efforcée de discerner ce que cache cette rédaction. Nous nous sommes posés la question suivante: quel est l'objet véritable de ce projet de résolution et quel en serait l'effet?

228. Prenons le premier paragraphe du dispositif. Certes ce paragraphe contient le terme "expulser" et non le terme "exclure", mais, de l'avis de ma délégation, il n'y a pas grande différence entre expulser et exclure. Le projet de résolution parle d'expulser les représentants de la République de Chine de tous les organes des Nations Unies.

229. Or, quels sont les organes des Nations Unies? D'après l'Article 7 de la Charte, il existe deux sortes d'organes: les organes principaux et les organes subsidiaires. Les organes principaux sont l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle, la Cour internationale de Justice et le Secrétariat. Les organes subsidiaires sont créés conformément à la Charte. A cette deuxième catégorie appartiennent la Commission d'observation pour la paix, l'UNRWA, la CEAEO, le FISE et une multitude d'autres organes.

230. Le premier paragraphe du dispositif du projet de résolution de l'Union soviétique — où il est question d'expulser — nous obligerait à expulser de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil de tutelle, de la CEAEO, du FISE et de bien d'autres organes subsidiaires des Nations Unies les représentants de la Chine nationaliste. Ne s'agit-il pas là d'une exclusion? Que l'on parle d'expulser, d'évincer ou d'exclure, le résultat est le même. Et l'on ne veut pas considérer cette question comme grave ou importante, on veut que cette modification soit décidée par un vote à la majorité simple! Quelle plaisanterie!

231. Nous passons maintenant au deuxième paragraphe du dispositif du projet de résolution de l'Union soviétique, à l'invitation adressée au "Gouvernement de la République populaire de Chine à envoyer des représentants qui participeront aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et de tous ses organes". Comme dans le cas du premier paragraphe du dispositif, ma délégation a examiné non seulement la façon dont cette invitation est rédigée, mais encore son objet véritable ou ses effets. Il est évident que l'objet de ce projet de résolution et l'effet qu'il aurait serait de donner un siège à un nouveau Membre. A ceux qui prétendent qu'il s'agit simplement, dans

le cas présent, de rétablir les droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, nous répondons que la République populaire de Chine n'a jamais eu aucun droit à l'Organisation, qu'être Membre de l'Organisation n'est un droit pour personne, mais bien un privilège que l'Organisation peut accorder lorsque certaines conditions sont remplies. Quelles sont ces conditions?

232. D'après le paragraphe 1 de l'Article 4 de la Charte, tout candidat à la qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies doit satisfaire à quatre conditions: premièrement, être un Etat; deuxièmement, être pacifique; troisièmement, accepter les obligations de la Charte; quatrièmement, être capable de les remplir et disposé à le faire, au jugement de l'Organisation.

233. La délégation des Philippines est d'avis que la République populaire de Chine a prouvé, par sa conduite passée et présente, qu'elle n'est pas un Etat pacifique et, par conséquent, qu'elle ne réunit pas les conditions requises pour être admise en qualité de Membre de l'Organisation.

234. Ce n'est pas par hasard que le mot "pacifique" figure à l'Article 4 de la Charte. Il y a été inséré après de longues délibérations, non seulement à San Francisco, en 1945, mais avant même San Francisco, à Washington en 1942 et à Moscou en 1943. Lorsqu'on étudie la genèse de la Charte des Nations Unies, on rencontre quatre documents importants: 1) la Charte de l'Atlantique de 1941; la Déclaration des Nations Unies de 1942; 3) la Déclaration de Moscou de 1943; 4) les Propositions de Dumbarton Oaks de 1944. Le mot "pacifique" ne figure ni dans la Charte de l'Atlantique, ni dans la Déclaration des Nations Unies. On le trouve dans la Déclaration de Moscou et dans les Propositions de Dumbarton Oaks. C'est de ces deux documents que le terme est passé dans la Charte des Nations Unies.

235. Sur la question de savoir quels seraient les membres de l'Organisation mondiale, les experts qui ont formulé les propositions sur la base desquelles a été établie la Charte des Nations Unies ont envisagé trois principes: 1) le principe de l'universalité, entraînant une organisation internationale universelle groupant tous les Etats du globe; 2) le principe de la participation automatique, entraînant une organisation internationale dont tous les Etats indépendants dûment reconnus devaient être membres; 3) le principe de la cooption, entraînant une organisation internationale choisissant elle-même ses membres.

236. Le principe de la participation automatique a été écarté pour le motif qu'aucun Etat ne pouvait être contraint à être membre d'une organisation alors que la qualité de membre entraînait certaines obligations. Le principe de l'universalité a été conservé comme but à atteindre, mais c'est le principe de la cooption qui a réuni l'unanimité des voix des experts chargés d'élaborer les textes. Le principe de la cooption a été accepté parce que les fondateurs ont estimé à l'unanimité que les nations coupables d'agression, les Etats de l'Axe, devaient au début être exclues de l'Organisation. D'après les termes employés par les fondateurs, les pays ex-ennemis devaient "mériter d'être reçus" avant d'être acceptés en qualité de membres pacifiques. Le rejet du principe de la participation automatique et l'adoption du principe de la cooption impliquaient la nécessité d'examiner les conditions de cooption, c'est-à-dire les conditions

auxquelles devaient satisfaire les candidats à l'admission. Le projet des Etats-Unis, qui a servi de document de base lors des entretiens de Moscou à l'automne de 1943, ne contenait pas le terme "pacifique". Ce terme a été inséré sur proposition des représentants britanniques et a été approuvé par la suite par les représentants de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de la Chine. La Déclaration de Moscou du 30 octobre 1943 contenait la clause connue par la suite sous le titre de "Point 4 de la Déclaration de Moscou", clause où apparaît pour la première fois le terme "pacifique". Ce texte est le suivant:

"4. ... elles [les quatre puissances] reconnaissent la nécessité d'établir aussitôt que possible une organisation internationale générale fondée sur le principe d'une égalité souveraine de tous les Etats pacifiques, organisation dont pourront être membres tous ces Etats pacifiques, grands ou petits, afin d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales".

237. Après la Conférence de Moscou, les entretiens de Dumbarton Oaks se sont déroulés à Washington (D. C.), entre les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union soviétique et de la République de Chine. Pour la deuxième fois, ces puissances ont approuvé le principe de la cooption et sont convenues de n'admettre comme membres de l'organisation internationale envisagée que des Etats "épris d'un idéal de paix".

238. Le chapitre II des Propositions de Dumbarton Oaks qui ont été formulées à la suite des entretiens de Washington et qui ont servi de document de travail aux rédacteurs de la Charte, à San Francisco, débute par la déclaration suivante: "L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris d'un idéal de paix<sup>5/</sup>." Le chapitre III, qui traite des membres de l'Organisation, se compose d'une seule phrase ainsi conçue: "Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de paix<sup>6/</sup>."

239. Il est intéressant de noter les opinions exprimées à la Conférence de San Francisco au sujet des membres de l'Organisation. Certains représentants voulaient voir les conditions requises des membres comprendre d'autres conditions que la seule condition d'être "épris d'un idéal de paix", qui figurait dans les Propositions de Dumbarton Oaks. Par exemple, le représentant du Chili pensait que les membres devraient aimer non seulement la paix, mais encore les "institutions démocratiques". Le représentant de la France est allé plus loin et a exprimé l'opinion que les Etats candidats devraient prouver leur amour de la paix par leurs institutions, leur comportement dans la société internationale et les garanties effectives qu'ils fourniraient de respecter leurs obligations internationales. Toutefois, c'est la proposition britannique qui l'a emporté. Elle était ainsi conçue:

"L'Organisation est ouverte à tous les Etats épris d'un idéal de paix qui, au jugement de l'Organi-

<sup>5/</sup> Voir Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, G/1, p. 3.

<sup>6/</sup> *Ibid.*, p. 4.

sation, sont aptes et résolus à accepter et exécuter les obligations contenues dans la Charte<sup>2/</sup>."

La proposition britannique, légèrement modifiée, a été incorporée à la Charte des Nations Unies dont elle constitue le paragraphe 1 de l'Article 4.

240. Il est donc clair que la condition d'être "pacifique" a été inscrite dans la Charte après de longues délibérations. Elle a été proposée à Moscou en 1943; elle a été confirmée à Dumbarton Oaks en 1944; elle a été formellement insérée dans la Charte des Nations Unies à San Francisco en 1945. Cette condition de pacifisme est toujours inscrite dans la Charte et mérite d'être respectée.

241. Dans notre déclaration de principes politiques du 17 octobre, nous avons parlé en termes généraux d'agressions, d'infiltrations et de subversions. Je me permettrai de citer des exemples précis. Agression? Exemple: la Corée. Le 2 novembre 1950, alors que les forces des Nations Unies repoussaient les envahisseurs communistes de la Corée du Nord, des hordes de communistes chinois sont entrés en Corée, ont pris part à la bataille et ont fait refluer les forces des Nations Unies en dépassant Séoul, capitale de la République de Corée. L'Assemblée générale a invité la Chine communiste à retirer ses troupes. Pékin a refusé et, en février 1951, l'Assemblée générale [résolution 498 (V)] a constaté que Pékin avait commis une agression.

242. Dans l'intervalle, des milliers de soldats des forces communistes chinoises étaient faits prisonniers par les forces des Nations Unies. Les combats ont pris fin avec la signature d'une convention d'armistice le 27 juillet 1953. Cet armistice est encore en vigueur; un règlement de paix n'a pas encore été conclu. En d'autres termes, théoriquement, l'état de guerre existe encore en Corée.

243. En ce moment même, des milliers de soldats placés sous le commandement des Nations Unies sont déployés près de la zone démilitarisée du 39ème parallèle et font face à des milliers de soldats communistes. Si nous nous rendons à Pusan, ville de la Corée du Sud, nous y verrons aujourd'hui une vaste zone dégagée au-dessus de laquelle flotte le drapeau des Nations Unies. Cette zone est couverte de croix et autres symboles qui marquent l'emplacement des tombes de milliers de soldats qui ont combattu et sont tombés en Corée pour défendre les principes des Nations Unies. C'est le premier cimetière de ce genre, le cimetière des Nations Unies à Pusan. On y voit des tombes sur lesquelles sont inscrits des noms de Philippines, car mon pays a joué son rôle dans l'action entreprise par les Nations Unies.

244. Ici même, dans ce bâtiment, lorsqu'on quitte la salle de méditation, on voit une plaque de bronze portant cette inscription: "Les Nations Unies, en témoignage de gratitude aux hommes des forces armées des Etats Membres morts en Corée au service des Nations Unies..." et l'on peut lire ensuite les noms des 16 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique qui ont participé à la guerre de Corée contre les communistes chinois. Le cimetière des Nations Unies à Pusan et la plaque de bronze apposée dans ce bâtiment rappellent amèrement que la République populaire de Chine a fait la guerre non pas

contre une seule nation ou contre une alliance de nations, mais contre les Nations Unies elles-mêmes.

245. Et le Tibet? Nous savons tous que les forces militaires de la Chine communiste l'ont envahi et y ont aboli les droits de l'homme. Des milliers et des milliers de Tibétains, en particulier le Dalai-Lama, ont fui le Tibet et sont maintenant réfugiés en Inde, au Népal et dans d'autres pays voisins. Le Dalai-Lama a accusé Pékin de génocide.

246. En ce moment même, nous avons une idée de ce que les communistes chinois font actuellement en territoire indien. D'après le numéro du 29 novembre 1961 du New York Times, le Premier Ministre de l'Inde, M. Nehru, a fait savoir qu'il pourrait recourir à la force pour lutter contre les agresseurs communistes chinois. Le grand Nehru, passionnément épris de paix et disciple d'un autre grand pacifiste, le mahatma Ghandi, aurait déclaré:

"Toute mon âme se rebelle contre l'idée d'une guerre, où que ce soit. Ainsi le veut la formation que j'ai reçue tout au long de ma vie et je ne peux pas facilement échapper à ce sentiment maintenant que j'ai atteint l'âge de 72 ans<sup>3/</sup>."

Cependant, lorsque malgré sa haine de la guerre, M. Nehru déclare qu'il pourrait recourir à la force pour lutter contre les communistes chinois, nous savons que le sol de l'Inde a été l'objet d'une agression.

247. Nous savons évidemment que les îles Quemoy et Matsu ont été bombardées à partir de la Chine continentale; nous sommes au courant de ce qui s'est passé au Laos et de ce qui se passe maintenant au Viet-Nam du Sud. Les Philippines n'ont pas échappé à l'activité subversive des communistes chinois dans tous les domaines, le domaine économique et les autres. Il est inutile d'exposer ici des détails. Qu'il suffise de dire que nos services de renseignements ont des rapports complets à ce sujet.

248. Tel est le pays dont on cherche à obtenir l'admission à l'Organisation et nous avons entendu prétendre à cette tribune que l'admission de la Chine communiste à l'Organisation des Nations Unies favoriserait la cause de la paix parce que la Chine communiste croit à la coexistence pacifique. La Chine communiste est-elle véritablement éprise de paix?

249. Nous savons que la Chine communiste est convaincue que la guerre entre les pays communistes et le monde libre est inévitable. La Chine communiste a levé et entretient une armée considérable. Cette armée n'est pas destinée à assurer la défense du pays. En fait, la Chine a lancé un million de soldats dans l'invasion de la Corée. Elle s'est servie de cette armée pour envahir le Tibet. Elle s'en sert pour envahir l'Inde.

250. Les communistes chinois considèrent que la doctrine de Lénine sur le caractère inévitable de la guerre et la lutte permanente du prolétariat contre la bourgeoisie est toujours aussi vraie aujourd'hui...

251. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique pour une motion d'ordre.

252. M. LAPINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: Malgré tout le respect

<sup>2/</sup> Voir Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, 1/2/17, p. 39, et 1/2/23, p. 41.

<sup>3/</sup> Cette déclaration a été publiée par le New York Times dans son numéro du 6 décembre 1961.

que nous pouvons avoir pour l'âge de l'orateur que nous écoutons en ce moment, je voudrais demander que sa conférence soit remise à un moment plus opportun. Il est minuit passé, Messieurs, et tout le monde a besoin de repos, surtout les personnes âgées.

253. M. DELGADO (Philippines) [traduit de l'anglais]: J'en suis presque arrivé à la dernière page. Je disais que les communistes chinois considèrent que la doctrine de Lénine sur le caractère inévitable de la guerre et la lutte permanente du prolétariat contre la bourgeoisie est toujours aussi vraie aujourd'hui que lorsqu'elle a été énoncée il y a plusieurs dizaines d'années. Je cite:

"Nous croyons que la pensée de Lénine est rigoureusement juste: La guerre est l'aboutissement inévitable des régimes d'exploitation; la cause des guerres modernes est le régime impérialiste. Tant que le régime impérialiste et les classes exploitantes n'auront pas disparu, des guerres, sous une forme ou sous une autre, éclateront toujours."

254. En d'autres termes, tant que le communisme n'aura pas, partout dans le monde triomphé, il y aura des guerres. Cela étant:

"Le marxisme-léninisme ne doit pas sombrer dans le borborygme du pacifisme bourgeois; il ne peut que juger les avantages de toutes les formes de la guerre et en tirer des conclusions pour les appliquer à la politique prolétarienne en adoptant la méthode de l'analyse concrète des classes ..."

Que la Chine communiste fasse, à l'avenir, quelque chose pour nous faire oublier les souvenirs que nous conservons de la Corée, du Tibet, de l'Inde, du Laos et du Viet-Nam; qu'elle mette fin à ses actes d'agression, d'infiltration et de subversion; qu'elle renonce à sa politique selon laquelle la guerre est nécessaire; qu'elle cesse de se dresser contre les Nations Unies; nous pourrions alors examiner si l'Organisation des Nations Unies peut l'inviter à se joindre à nous dans cette salle.

255. Notre vote sera inspiré par les considérations que je viens d'exposer.

256. Le PRESIDENT: Avant de donner la parole à l'orateur suivant, j'attire l'attention de l'Assemblée

sur le fait que nous écoutons en ce moment des explications de vote. Je serais très reconnaissant à tous les membres de ne pas profiter d'une explication de vote pour revenir sur la discussion générale dont j'ai annoncé la fin au cours de cette séance.

257. M. CISSE (Sénégal): Comme le Président vient de le demander, je serai très bref; je me bornerai à une explication de vote.

258. Lors de la quinzième session de l'Assemblée générale, au cours du débat sur la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, ma délégation a eu l'occasion de faire connaître sa position en votant en faveur de l'inscription de cette question à l'ordre du jour [895ème séance].

259. Par la suite, et dans les premiers jours de la reprise de notre session, le Gouvernement de la République du Sénégal a reconnu de jure la République populaire de Chine. Cette position, que nous avons adoptée récemment, reste encore aujourd'hui dans notre ligne de conduite. Le Sénégal est favorable à l'entrée de la République populaire de Chine à l'ONU. En conséquence, ma délégation votera en faveur de tout projet de résolution visant explicitement cet objectif. Or, le projet de résolution présenté par la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques [A/L.360] lie cette admission à l'expulsion de la République de Chine. Mon gouvernement estime qu'autant il est injuste et irréaliste de laisser la Chine populaire à l'écart, autant il est peu sage de vouloir expulser la Chine nationaliste. Compte tenu de ces quelques considérations, ma délégation ne pourra pas appuyer le projet de résolution de l'URSS.

260. Le Sénégal estime en outre que la question de la représentation de la Chine est unique dans l'histoire des Nations Unies. L'Organisation en est saisie depuis bientôt 10 ans, sans la résoudre. De sa solution peut dépendre le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Aussi cette question doit-elle être examinée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte. C'est pourquoi ma délégation votera en faveur du projet de résolution des cinq grandes puissances [A/L.372].

*La séance est levée le vendredi 15 décembre, à 0 h 25.*